



Transformation des conflits et construction de la paix

Cadre d'orientation de la Diaconie œcuménique

Notice d'édition

Éditeur :

Diakonisches Werk der EKD e.V.
pour l'action « Brot für die Welt »
et Diakonie Katastrophenhilfe
Stafflenbergstraße 76
D-70184 Stuttgart
Allemagne
Téléphone: ++49 711/2159-568
Courriel: info@brot-fuer-die-welt.de, info@diakonie-katastrophenhilfe.de
www.brot-fuer-die-welt.de
www.diakonie-katastrophenhilfe.de

Rédaction: Barbara Müller, Martin Petry, Dr. Klaus Seitz

Comité de lecture: Jörg Jenrich, Birte Gäth, Thorsten Göbel

Mise en page: Jörg Jenrich

Responsable de la publication: Thomas Sandner

Photo de la page de titre: Paul Jeffrey

Art.Nr.: 129 600 210

Stuttgart, juillet 2010

Transformation des conflits et construction de la paix

Cadre d'orientation de la Diaconie œcuménique

Sommaire

Avant-propos	5
Introduction	6
1 Contexte du cadre d'orientation	9
1.1 La Diaconie œcuménique et sa mission	9
1.2 Potentiels de paix des acteurs religieux	10
1.3 Défis actuels	11
2 Changement des contextes et du travail en situation de conflits	15
2.1 Guerre froide 1954-1989	15
2.2 La rupture de 1989 et le dividende de paix non versé	17
2.3 À partir de 2001 : guerre contre le terrorisme – sécurité au lieu de paix	20
3 Orientations de base : Qu'est-ce que nous visons dans des contextes de conflit et de violence ?	21
3.1 Transformation des conflits	21
3.2 Potentiels locaux de paix	22
3.3 Justice entre les sexes	23
3.4 Orientation sur les Droits de l'Homme	24
3.5 Aide humanitaire – une contribution à la paix	25
4 Conséquences pour notre action	27
4.1 Développer une sensibilité active aux conflits	27
4.2 Dialogue et qualification	28
4.3 Diversité dans l'appui financier : personnes – organisations – réseaux	29
4.4 Plaidoyer et contribution à la bonne gouvernance	30
4.5 Relations publiques et apprentissage œcuménique	32
5 Priorités régionales et priorités thématiques	34
5.1 Priorités régionales	34
5.2 Priorités thématiques	34
6 Du cadre d'orientation à l'action	36
Annexe: Priorités régionales	37
Bibliographie	43

Avant-propos

Engagement pour la paix motivé par la foi chrétienne n'est pas une dernière mode, mais trouve son fondement dans le témoignage biblique que l'œuvre de Dieu est déterminé pendant tout temps par la paix (Jer 29,11). Ce concept de paix englobe l'Homme dans son intégralité et son environnement. Il était donc logique de créer le poste du Consultant Transformation des Conflits au sein de la Diaconie œcuménique (comprenant « Brot für die Welt » et « Diakonie Katastrophenhilfe »).

Avec cette mesure on voulait répondre aux préoccupations des partenaires, pour lesquels les conflits, particulièrement les conflits violents, deviennent de plus en plus un problème quotidien. Une géopolitique en mutation, l'accès facile aux armements, des nouvelles causes des conflits, des nouvelles formes de coopération civilo-militaire – tout cela a changé l'environnement de la coopération pour le développement.

Le présent cadre d'orientation est un premier pas, pour chercher des réponses à cette nouvelle situation, non seulement d'une manière ponctuelle pour des cas spécifiques, mais en s'approchant de la thématique d'une manière systématique. Il prend en considération les réactions et suggestions de partenaires et propose une analyse de l'environnement dans lequel nous évoluons.

Un cadre d'orientation décrit les principes des politiques et stratégies de « Brot für die Welt » (Pain pour le Monde) et « Diakonie Katastrophenhilfe » (Aide Humanitaire d'Allemagne) dans un domaine spécifique. Il y a des cadres d'orientations pour les domaines prioritaires. Les cadres d'orientation ont pour objectif de faciliter le dialogue et par là de contribuer à l'adaptation et le raffinement des politiques et stratégies.

Nous remercions particulièrement les membres du Groupe thématique « Transformation non-violent des conflits », qui ont, dirigé par Martin Petry, formulé ce cadre d'orientation. Comme les partenaires, tous les départements de la Diaconie œcuménique ont participé

activement à l'élaboration du cadre d'orientation. Nous leur adressons nos remerciements.

Le prochain pas sera la vérification si le cadre d'orientation s'avère utile dans la pratique et d'évaluer davantage le potentiel mentionné des acteurs religieux. Les collègues des départements « Projets et Programmes », « Politique et Campagnes » ainsi que la Diakonie Katastrophenhilfe sont demandé de continuer le dialogue sur la thématique avec les partenaires dans le cadre des coopérations existantes et de collecter des suggestions pour l'amélioration du document vers une politique commune.

Le cadre d'orientation est actuellement traduit dans les quatre langues anglais, français, espagnol et portugais, afin de faciliter le dialogue entre les partenaires des différentes régions. Nous comptons sur un dialogue fructueux avec beaucoup d'idées nouvelles afin d'arriver à l'élaboration d'une stratégie commune avec les EED dans le domaine de transformation des conflits.

Stuttgart, juin 2010

Dr. Klaus Seitz

Directeur du département Politique et Campagnes
Brot für die Welt

Introduction

Un cadre d'orientation pour la transformation des conflits

« Guide nos pas sur le chemin de la paix ». Cette prière à Dieu, selon Luc 1, v. 79, a deux mille ans mais est pourtant d'une grande actualité pour le travail de la Diaconie œcuménique. Cette prière exprime que nous sommes en quête et que nous sommes invités à rester en quête sur le chemin de la paix.

La Diaconie œcuménique s'inscrit dans la communauté œcuménique mondiale qui se mobilise depuis des années sous les formes les plus diverses en faveur de la paix et de la justice. Depuis les années 50 du siècle dernier, la Diaconie œcuménique et ses partenaires s'engagent eux aussi et ont participé dans des nombreuses contextes à la recherche de chemins vers la paix.

Dans la déclaration « Justice aux Pauvres 2000 » (cf. Organisation de service social de l'Église évangélique en Allemagne 2000), dans les planifications stratégiques de divers départements et la pratique d'appui, vaincre la violence et la construction de la paix revêtent une grande importance. Aucune orientation n'a cependant été formulée jusqu'ici pour ce domaine capital.

Le présent document a pour objectif de combler cette lacune. Il donne une orientation concrète pour le travail et aux collaborateurs de la Diaconie œcuménique opérant dans le large domaine de la construction de la paix. La Diaconie œcuménique souhaite ainsi qualifier et communiquer son engagement. Elle perçoit le processus de réflexion et de l'élaboration de ce cadre d'orientation comme une contribution à la « Décennie pour vaincre la violence » du Conseil œcuménique des Églises. Avec cette décennie, le Conseil œcuménique a créé un espace de réflexion et une plateforme d'action commune pour

« faire passer l'édification de la paix de la périphérie au centre de la vie et du témoignage de l'Église, pour sceller des alliances plus solides et pour favoriser la compréhension entre les Églises, les réseaux et les mouvements qui œuvrent à une culture de paix ».¹

Pour rester tout à fait dans l'esprit de cette décennie, espérons que ce cadre d'orientation sera la source d'une

« réflexion globale sur les multiples formes de la violence, tant directe que structurelle, dans les familles et les communautés et sur le plan international, et tirer la leçon des analyses locales et régionales de la violence et des moyens de la vaincre ».

Il convient de préciser ici que la « violence domestique » en tant que défi et champ d'action de la Diaconie œcuménique n'est pas abordée en détail dans le présent document. Des expériences et recommandations à ce sujet se trouvent dans la publication parue en 2007 sous le titre de « Vaincre la violence domestique » (Diakonisches Werk der EKD, 2007).

Le travail de la Diaconie œcuménique est très profondément influencé par ses partenaires. Ainsi, ce document n'est que la première étape d'un processus dans lequel les collaborateurs et les organisations partenaires sont impliqués de diverses manières. Beaucoup de nos partenaires vivent et travaillent dans des pays particulièrement touchés par les conflits violents. Ces dernières années, ces partenaires et les collaborateurs de la Diaconie œcuménique se sont de plus en plus interrogés sur la manière dont la violence et les conflits armés se reflètent dans leurs programmes et sur les effets des programmes sur les conflits. Ils ont développé et mis en place des programmes et des activités qui contribuent à gérer de manière non violente des conflits et à vaincre la violence. Le présent document reflète leurs préoccupations et propositions, leurs conclusions et leurs expériences.

¹ Cf. : <http://gewaltueberwinden.org/de/ueber-die-dekade.html>

Le cadre d'orientation a pour objectif de décrire les discussions de concepts, des leçons, des voies et moyens pour vaincre la violence et la transformation des conflits.

Le dialogue et le travail de formulation était et est aujourd'hui encore compliqué par la multitude déroutante des termes employés dans le cadre du travail en faveur de la paix. Dans ce cadre d'orientation, nous utilisons le terme « conflit » au sens large, donc mécontente entre des individus ou des groupes au sujet d'objectifs prétendument incompatibles.

Conflit ne signifie cependant pas violence, car dans sa forme constructive, le conflit est un moteur de changement, inévitable et créatif. Cependant, lorsque les conflits s'intensifient et les protagonistes en viennent à faire usage de la violence, c'est le potentiel destructif des conflits qui se déploie.

Même si nous avons une vision très large des conflits, le présent cadre d'orientation a avant tout pour objectif de déterminer comment doit être conçu notre travail dans des contextes des conflits violents, et de quelle manière la Diaconie œcuménique et ses partenaires peuvent contribuer à vaincre la violence.

Le terme « transformation des conflits » a été délibérément choisi car il s'agit d'un terme et d'un concept qui, dans le contexte de la violence, insiste sur le développement et la création de nouvelles relations et de structures sociales justes. La transformation des conflits cherche à vaincre la violence et à créer un environnement dans lequel les conflits sont possibles, cela signifie exclure l'usage de la violence et permettre la gestion des conflits sans avoir à craindre la violence.

Ce cadre d'orientation est un premier positionnement. Il est appelé à se développer de manière dynamique. Car les voies vers la transformation de conflits armés de longue durée tels qu'on les connaît au Darfour, en Colombie, en Israël et dans les territoires palestiniens, au Congo ou aux Philippines, sont souvent sinueuses, confuses et parsemées de nombreux revers. Surmenage et perplexité accompagnent ceux qui cherchent des is-

sues. Il y a des raisons d'espérer, car de nouvelles idées et approches voient sans cesse le jour, et parce que des succès sont également enregistrés.

Ce cadre d'orientation s'appuie sur ces expériences positives. Il a pour objectif d'aider à reconnaître et à développer systématiquement les points forts, à réduire les points faibles et à utiliser au mieux ses propres possibilités quels que soient les déficits et les limites. Ce document devra donc nécessairement être complété. Le cadre d'orientation se base sur la pratique de nos partenaires et collaborateurs en matière de gestion des conflits. De plus en plus d'organisations partenaires intègrent dans leurs programmes de développement des activités qui contribuent explicitement à vaincre et prévenir la violence et à gérer les conflits de manière non violente. D'autres mettent en place des programmes qui visent à propager et développer des instruments, des relations, compétences et institutions ayant pour objectif la gestion non violent des conflits, ou s'engagent dans différentes fonctions pour la transformation de conflits concrets.

Des organisations des Droits de l'Homme cherchent des moyens d'organiser leur travail même dans des États faillis. Entre-temps, beaucoup de partenaires ont cumulé d'importantes expériences et acquis des compétences. Les partenaires et collaborateurs souhaitent à ce sujet un échange approfondi.

Au cours du processus de réflexion actuel, les participants ont échangé et vécu des expériences, initié des processus nationaux et développé des instruments. Les processus de développement de positions et de mise en oeuvre vont de pair. Pour cette raison, la Diaconie œcuménique a mis en place un groupe thématique qui s'occupe continuellement de ce thème. Des collaborateurs ont été formés, et de ces mesures de formation sont nées des documentations sur les thèmes de l'analyse des conflits, du travail sur les traumatismes ainsi que sur les conflits et le genre. Des processus intensifs d'échange et de mise en réseau ont débuté dans les territoires palestiniens et aux Philippines. Des instruments, coopérations et activités modèles pour des actions ayant un impact sur le public ont été développés et testés.

Transformation des conflits I Cadre d'orientation

La Diaconie œcuménique attend du processus de dialogue à venir :

- une orientation pour son propre travail dans des contextes de conflits violents;
- une meilleure capacité d'échange avec les autres, en particulier avec Evangelischer Entwicklungsdienst (Églises évangéliques pour le développement, EED), sur les thèmes de la paix et de la transformation des conflits ;
- de meilleures capacités de compréhension et d'anticipation des évolutions conflictuelles ;
- une plus grande sensibilité concernant la portée de ses propres actions pour la diminution ou la prévention de la violence ;
- davantage de cohérence, de synergie et de durabilité dans les actions.

Le cadre d'orientation décrit les expériences à partir desquelles le travail s'est développé. Il expose dans les grandes lignes des orientations de base, donne des recommandations quant à la manière d'agir et esquisse les champs d'action principales de la Diaconie œcuménique dans le domaine de la transformation des conflits.

1 Contexte du cadre d'orientation

1.1 La Diaconie œcuménique et sa mission

Les partenaires de la Diaconie œcuménique sont au plus près des conflits dans leurs pays respectifs. Nous, de la Diaconie œcuménique, voulons être pour eux des partenaires compétents. Nos partenaires doivent faire face à tous les défis qu'entraînent les conflits. Ils doivent faire avancer les conflits sociaux productifs pour préserver et permettre les chances de développement au sein de leur société. Ils sont confrontés à des conflits violents lors desquels ils doivent protéger la vie des gens et arrêter la violence. Ils organisent, dans des conditions des plus défavorables, l'aide humanitaire et la protection de ceux qui sont menacés et persécutés par la guerre et la violence. Pour cela, ils doivent élaborer des approches adaptées à la situation. Cela demande une très grande flexibilité et beaucoup de persévérance. Nos partenaires effectuent leur travail dans un environnement périlleux.

La Diaconie œcuménique rassemble des acteurs chargés de différentes missions, travaillant avec des approches diverses et présentant des expériences et des profils variés. Cette nécessaire diversité est une force. Le présent cadre d'orientation a pour objectif de développer davantage la diversité des rôles et la cohérence des actions au sein de la Diaconie œcuménique. Il faut ici distinguer trois démarches : la promotion du développement, la promotion et la défense des Droits de l'Homme et l'aide humanitaire.

« Brot für die Welt » est aux côtés des pauvres et s'engage pour leurs droits les plus fondamentales et une vie en dignité. Cela conduit inévitablement à des conflits avec les forces qui veulent justement empêcher cela, et ce pas seulement dans les pays de nos partenaires. En Allemagne et en Europe, nous profitons aujourd'hui comme

hier de la répartition inégalitaire du pouvoir et des biens qui a été modifiée et amplifiée par la mondialisation. Le nom « Brot für die Welt » représente donc un programme, et le titre de la déclaration « Justice aux Pauvres », une invitation à se mêler et à se confronter aux acteurs et structures qui créent et cimentent l'injustice.

L'action en faveur des Droits de l'Homme a été développée dans les années 1970 au sein du Département des Droits de l'Homme. Elle soutient les personnes qui, dans des situations conflictuelles, s'engagent pour leurs droits et les droits des autres, et sont pour cette raison persécutées. Il n'est pas rare que la vie de ces personnes, défenseurs des Droits de l'Homme, soit en danger. Ils aident les victimes à devenir des acteurs. Ces personnes, une fois confortées, sont ensuite en mesure d'articuler leurs demandes et leurs besoins, de les inscrire dans l'agenda public et politique et de les suivre dans le débat politique. Les défenseurs des Droits de l'Homme veulent aider à l'application des normes en vigueur en matière de Droits de l'Homme. Cela leur permet d'arriver à un changement social, à une transformation des causes et des structures qui ont créé et maintenu des rapports injustes.

La « Diakonie Katastrophenhilfe » joue un autre rôle. Elle se bat pour que toutes les personnes, sans aucune discrimination, aient droit à l'aide et à la protection humanitaires en fonction de leurs besoins. Ce faisant, la « Diakonie Katastrophenhilfe » suit explicitement les principes fixés dans le code de conduite pour les organisations de l'aide humanitaire et dans le droit humanitaire international. C'est de ce dernier que découlent les obligations pour les parties en conflit et les organisateurs de l'aide humanitaire ainsi que les droits de la population civile touchée par le conflit. Lors de situations conflictuelles, la « Diakonie Katastrophenhilfe » a donc pour mission de fixer les parties en conflit à leurs obligations et de respecter elle-même ces règles dans le cadre des mesures d'urgence qu'elle met en place. Dans le même temps, des approches et des stratégies allant au-delà des trois démarches citées précédemment se sont dévelop-

² Cf. : <http://www.gdrc.org/ngo/codesofconduct/ifrc-codeconduct.html>

pées chez plusieurs partenaires. Elles sont aujourd'hui décrites sous les termes de « gestion non-violente des conflits » ou « transformation des conflits ».

1.2 Potentiels de paix des acteurs religieux

L'Église dans ses dimensions œcuméniques présente l'avantage unique de pouvoir s'engager, et de s'engager pour la paix et la justice à tous les niveaux. Cela implique d'un côté de connaître le potentiel d'escalade des religions et de savoir l'aborder avec prudence, et d'un autre côté, de mobiliser le potentiel de réconciliation et de jeter son autorité morale dans la balance. Certaines orientations de base, telles que l'amour de ses ennemis et la non-violence, sont présentes dans diverses religions et constituent la base du dialogue interreligieux.

Les religions étant très fortement ancrées dans les structures de la société, elles disposent d'une grande perméabilité et peuvent combiner de manière crédible des événements locaux avec des développements à d'autres niveaux. Le bon accès des acteurs religieux aux acteurs les plus divers des conflits permet, en particulier lors de situations conflictuelles, de jouer un rôle constructif et de bâtir des ponts.

Bien plus encore : les religions incarnent l'élément de transcendance, et la transformation des conflits doit elle aussi pouvoir aller au-delà du « ici et maintenant ». L'espoir d'un avenir meilleur doit avoir des racines plus profondes que la brutalité du présent. Les religions peuvent redonner aux gens la force qui leur permettra de persévérer dans des situations désespérées. Les personnes qui se savent portées par cette force reviendront sans cesse sur le chemin et n'abandonneront jamais. L'analyse de différentes initiatives engagées par des acteurs religieux (p. ex. Weingardt 2007) a permis de montrer que

- les acteurs religieux ne doivent pas autant expliquer et justifier la raison de leur engagement pour la paix et contre la violence dans un conflit particulier. Cela est le cas même dans les conflits impliquant des tensions religieuses. Ils peuvent demander aux personnes im-

pliquées dans le conflit de se confronter à des thèmes délicats ;

- les acteurs religieux obtiennent également la confiance en évoquant eux-mêmes les notions les plus profondes, telles que la morale et la responsabilité, la justice et l'injustice, la faute et le pardon, la blessure et la réconciliation, et le cas échéant, également les tensions interethniques ou interreligieuses (préjugés, stéréotypes, intolérance) ;

- les acteurs religieux sont souvent perçus comme au moins largement indépendants et justes, et sont rarement soupçonnés de servir leurs propres intérêts.

La Diaconie œcuménique a pu constater ces aspects dans de nombreux pays. En Angola, au Kenya, au Mexique, en Afrique du Sud et au Soudan (pour ne citer que quelques exemples), les partenaires ecclésiastiques de la Diaconie œcuménique ont justement contribué dans une très large mesure à la lutte contre la violence et à la réconciliation. Cela a donné lieu à des coopérations, à des formes de coopérations et à des initiatives qui peuvent donner l'inspiration pour d'autres contextes.

La crédibilité, le désintéressement, les valeurs morales et éthiques, l'intégrité et la capacité d'échange caractérisent également les acteurs laïques travaillant dans la gestion des conflits. Ils sont au fond le bien commun de tous ceux qui veulent jouer un rôle réfléchi dans la gestion d'un conflit. En ce qui concerne les acteurs religieux, c'est cependant le potentiel d'aggravation des conflits représenté par la religion qui est ces dernières années passé dans la conscience publique, si bien que la force créatrice de paix est souvent restée inaperçu.

Certains acteurs religieux semblent parfois encore douter de leur capacité à jouer un rôle considérable en faveur de la paix. Il faut donc demander aux acteurs religieux de jeter tout leur potentiel dans la balance et de continuer à le développer avec encore plus d'énergie qu'aujourd'hui en tant que forces sociales spécifiques. Là où ils disposent de la compétence, de la crédibilité, de l'indépendance et des liens nécessaires avec les personnes concernées par le conflit, ils doivent plus

que jamais utiliser ces capacités pour transformer les conflits.

Pour la Diaconie œcuménique, il est évident qu'il ne faut pas laisser inexploité en tant qu'acteur ecclésiastique son potentiel propre utile à la transformation des conflits, mais au contraire continuer à développer avec détermination ses propres forces. La Diaconie œcuménique s'est donc fixée comme objectif particulier de renforcer et soutenir les initiatives et structures œcuméniques nationales et régionales dans leur engagement en faveur de la transformation des conflits, ainsi que d'encourager l'engagement interreligieux en faveur de la paix et de la réconciliation.³

1.3 Défis actuels

Les pays et régions dans lesquels aussi bien « Brot für die Welt » que la « Diakonie Katastrophenhilfe » ont soutenu un grand nombre de projets en 2007 sont entre autres la Somalie, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Tchad en Afrique, la Colombie et Haïti en Amérique latine/Caraïbes, et les Philippines, l'Indonésie, le Proche-Orient et différents États d'Inde en Asie. Ces pays sont particulièrement touchés par des conflits violents, certains d'entre eux figurant depuis des années dans le baromètre des conflits⁴ publié par l'Institut de Heidelberg pour la recherche sur les conflits internationaux (HIK). Aucune situation conflictuelle n'est identique à une autre.

Les conflits concernent le pouvoir, les désaccords territoriaux avec les pays voisins, l'accès aux ressources (telles que l'eau et la terre), la menace sur l'espace de vie et l'identité, des questions prétendument religieuses ou l'exploitation des matières premières. L'inégalité économique, la corruption et l'extrême pauvreté génèrent une criminalité et des conflits de plus en plus violents.

Souvent plusieurs objets et sources de conflit s'entremêlent et se renforcent réciproquement.

La violence se traduit de très différentes manières dans ces pays. Dans certains d'entre eux, les attentats et autres heurts violents sont à l'ordre du jour, dans d'autres le potentiel de violence de conflits existants est à peine visible : mais un conflit politique peut très rapidement dégénérer en quasi guerre civile, comme la situation au Kenya début 2008 l'a montré. D'autres pays sont aux prises avec un conflit très intense qui fait redouter sans cesse un déclenchement de la violence militaire. Les conditions de sécurité pour nos partenaires exerçant leur travail en faveur des Droits de l'Homme et de la paix y sont très précaires. Les événements de 2008 au Tchad et au Kenya montrent à quel point des réseaux internationaux travaillant en continu sont nécessaires pour pouvoir mettre tout en œuvre lors de graves situations de crise, afin qu'au moins les protagonistes de la transformation non violente des conflits puissent être protégés. Dans de nombreux cas, ils sont les premiers à subir des atteintes à leur intégrité corporelle et à leur vie.

La complexité des conflits explique la raison pour laquelle les thèmes ayant la priorité au sein des organisations partenaires sont très différents lorsqu'il s'agit de transformation des conflits. Ils interviennent pour les problèmes de pauvreté, de famine, de mondialisation et de ressources minières, d'élections et de démocratisation et prêtent une attention particulière aux explosions de violence, à la violence des jeunes et aux zones d'exclusion. Ils aident les enfants lors de conflits armés et essaient de limiter la circulation d'armes légères. À la fin d'une guerre, ils travaillent pour la reconstruction et pour le développement des États légitimes. Ils défendent le droit et cherchent la justice pour les victimes de la guerre et de la violence. Ils s'engagent en faveur

³ Outre l'encouragement et la participation des initiatives correspondantes de nos partenaires, cela peut se réaliser concrètement par la participation à la préparation du Rassemblement pour la paix en Jamaïque, en 2011, de la « Décennie pour vaincre la violence » et par la contribution à la « Conférence pour la paix dans le cadre de l'EKD » déjà prévue.

⁴ Cf. : www.hiik.de/de/konfliktbarometer/index.html

d'une culture de la non-violence, demandent et encouragent l'éducation à la paix et visent à la réconciliation de groupes ennemis sur la base de la vérité et de la justice. La signature d'un traité de paix ne garantit pas la cohabitation pacifique entre deux groupes autrefois ennemis. Pour que la paix soit durable et qu'un sentiment de solidarité se crée dans une société d'après-guerre, un travail complet sur le passé doit être réalisé. Pour ce faire ont été créés ces dernières années des initiatives et des concepts désignés sous le terme « Transitional Justice » (cf. Plattform Zivile Konfliktbearbeitung 2007).

Les défis à relever en matière d'aide humanitaire, de travail en faveur de la paix, des Droits de l'Homme et du développement se sont complexifiés. Aujourd'hui, ce travail est souvent réalisé dans un environnement où l'État est très fragile, voire disparu. Pour garantir la paix de manière durable, les Droits de l'Homme doivent être respectés, protégés et réalisés. Des démocraties stables et des opportunités de participation sont nécessaires pour transformer les conflits de manière constructive et non violente. La paix peut s'installer durablement lorsque se développent une société civile forte, une justice indépendante, des services sociaux de base, des finances publiques transparentes et un système économique assurant à la population un revenu suffisant. Toutefois, dans beaucoup de pays, ni les représentants de l'État, ni les acteurs internationaux n'ont la volonté ou la possibilité de concrétiser tout cela. Quelle que soit l'approche d'action de la Diaconie œcuménique et de ses partenaires, ces contextes représentent un défi particulier qui exige des recherches et une réflexion intensive.

Et ils ne sont pas aidés en cela par les évolutions actuelles au niveau international. Depuis le 11 septembre 2001 et la « guerre contre la terreur » qui a suivi, l'idéologisation des conflits connaît une renaissance. Une argumentation appuyée sur des explications pseudo-religieuses cherche à scinder le monde entre le Bien et le Mal. Les scénarios de menace émanant du terrorisme international et des États voyous dans le domaine nucléaire ont encore élargi le rayon d'intervention et la légitimité de l'intervention militaire, et limité les libertés démocratiques. Dans leur pays, nos partenaires constatent que leurs gouvernements instrumentalisent

le combat contre la terreur pour criminaliser ceux qui s'engagent pour le changement.

La question de la pertinence des interventions militaires pour mettre fin à des conflits est plus que jamais actuelle. Des termes tels que « interventions humanitaires » ou « guerre pour les Droits de l'Homme » véhiculent des promesses qui, à y regarder de plus près, ne peuvent pratiquement pas être tenues. Mais la pression augmente pour que des approches civiles se subordonnent à une logique globale caractérisée par la pensée militaire.

La coopération pour le développement s'en ressent et y réagit. Selon Misereor, Evangelischer Entwicklungsdienst (Églises Évangéliques pour le développement, EED) et « Brot für die Welt » (2003) dans un communiqué commun, les interventions militaires ont modifié le rôle de la coopération en matière de développement quand elle est dès le départ prévue pour le financement indirect de guerres. L'attention publique se concentre alors sur la reconstruction et l'aide humanitaire au détriment des stratégies de lutte à long terme contre la pauvreté, du travail pour les Droits de l'Homme et de la mise en place de structures démocratiques. Seuls les résultats rapidement visibles comptent.

La récupération pour des opérations militaires remet en question les fondements de l'aide humanitaire. La proximité des militaires ne présente pas seulement un grand danger pour la sécurité des assistants civils internationaux. « De plus », comme cela est indiqué dans la prise de position,

« les organisations humanitaires perdent leur crédibilité dans les zones de conflits si elles se placent sous la protection déclarée d'une des parties en conflit et sont identifiées avec elles. » (Brot für die Welt, Evangelischer Entwicklungsdienst, Misereor, 2003)

Leur approche, consistant à encourager les solutions non violentes pour les conflits d'intérêts, s'effondre si elles sont identifiées aux forces militaires armées. Il est à craindre que l'érosion de l'indépendance et de l'im-

partialité de l'aide humanitaire, que l'on peut observer en particulier en Irak, entraîne à long terme le mépris du droit humanitaire international. « La communauté internationale n'aurait alors plus aucun instrument pour endiguer les effets dévastateurs de la violence guerrière sur la population civile » (ibid.). La « Diakonie Katastrophenhilfe » se retrouve ainsi confrontée au fait qu'il est de plus en plus difficile d'apporter de l'aide, en particulier dans des situations d'une extrême violence. Les parties en conflit essaient de détourner, d'empêcher ou de persécuter l'aide humanitaire. Les interventions militaires internationales essaient de concilier l'aide humanitaire avec leurs propres intérêts et de faire croire à sa neutralité et son indépendance. Dans une autre déclaration commune en 2004, « Brot für die Welt » et la « Diakonie Katastrophenhilfe » se sont opposés à une telle récupération impliquant que « la création de conditions de travail sûres pour les organisations d'aide soit utilisée pour légitimer les interventions militaires ».

Certaines évolutions telles que la mondialisation élargissent le fossé entre gagnants et perdants. Des fissures apparaissent au sein même des différentes sociétés. Les sources potentielles de violence et de conflits au sein des sociétés ne vont vraisemblablement pas diminuer. Dans des pays riches en ressources se sont développés des milieux qui n'ont aucun intérêt à la paix car la guerre sert leur richesse. Les affaires légales et illégales dans les pays où règne la guerre civile sont depuis longtemps étroitement liées à ce que l'on appelle des économies de guerre. Le changement climatique et la raréfaction de matières premières précieuses vont en outre contribuer à aggraver davantage les conflits. En comparaison, la plupart des pays de l'OCDE dont l'activité économique jusqu'à nos jours est la principale responsable d'un réchauffement planétaire jusque-là inconnu dans l'histoire de l'humanité, pourraient s'en tirer à bon compte. L'Amérique latine, le sud du continent africain et certaines parties du Sud asiatique seront les principaux perdants de cette évolution. L'exploitation des matières premières détruit depuis déjà des décennies l'habitat de plusieurs millions de personnes et le changement climatique va détruire de manière irrémédiable encore plus d'espace de vie. L'humanité n'a plus beaucoup de temps pour changer les choses. La concrétisation d'un monde

solidaire passe nécessairement par de très grands changements, précisément aussi pour les personnes du riche hémisphère nord.

Chacun a droit à la vie et à la nourriture. Les révoltes dues à la faim et l'explosion des prix des denrées alimentaires mettent en danger la réalisation de ces droits. De véritables droits exigible par voie de justice doivent découler des modèles. Cela signifie que les personnes de l'hémisphère nord doivent apprendre à partager afin que les personnes de l'hémisphère sud puissent davantage accéder à leurs droits.

Il y a un lien direct entre la propagation rapide du VIH/SIDA et la guerre. La guerre et la violence détruisent l'espace de vie et les établissements de santé, séparent des familles et favorisent la prostitution. Les parties en guerre utilisent le viol comme stratégie de combat. Tout cela entraîne une propagation du VIH et du SIDA dans les territoires en guerre.

Le défi représenté par les conflits actuels et les bouleversements radicaux trouve un écho extrêmement important dans les médias. Dans le même temps, la représentation médiatique des conflits et des catastrophes détermine plus que jamais où il semble nécessaire d'agir. En règle générale, cela a peu à voir avec la réalité, en particulier avec celle de nos partenaires. Les contextes sont à peine expliqués. Les compétences existantes et les efforts entrepris pour la paix dans ces pays ne sont pas pris en considération. Il en résulte une image de destruction dans beaucoup de régions de l'hémisphère sud et l'impression que la paix est impossible.

Ne pas se laisser abattre face à de tels défis, mais au contraire trouver le courage de réaliser ce qui est possible, tel est l'objectif du présent document. Pour cela, nous ne devons cependant pas nous surestimer. Dans ce domaine, la notion de synergie n'est pas seulement un concept volontiers employé mais une nécessité absolue. Le champ d'activité est encore tout récent, le terme « transformation des conflits » n'a pas encore 20 ans. Mais les objectifs visés par la transformation des conflits, à savoir la paix, le développement et la justice, sont eux depuis toujours des orientations et des défis

clés pour la Diaconie œcuménique. Ce sont eux qu'elle poursuit sous différentes approches quels que soient les contextes du travail. Des changements fondamentaux et profonds dans les différents contextes ont conduit à ce qu'aujourd'hui les conflits violents, en particulier, sont perçus comme un défi nécessitant des approches spécifiques telles que la transformation des conflits. La partie suivante décrit les changements dans leur contexte historique car ils démontrent clairement à quel point les accents du travail dans le cadre du développement, de la paix et de la justice ont sans cesse été adaptés. Ils mettent également en lumière les différents rôles et approches développées par la Diaconie œcuménique. Ces expériences forment la base nécessaire pour le développement de la diversité et de la cohérence.

2 Changement des contextes et du travail en situation de conflits

2.1 Guerre froide 1954-1989

Le contexte

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne est intégrée à l'alliance des forces victorieuses à l'Est et à l'Ouest. L'opposition Est-Ouest détermine alors la vision du monde, les actions entreprises et leurs limites. À plusieurs reprises, le réarmement atomique conduit presque à des confrontations mondiales. Le conflit Est-Ouest est à l'époque la justification principale d'un grand nombre d'événements conflictuels dans le monde. Les guerres menées sur d'autres continents sont perçues en particulier comme des guerres par délégation et les conflits ne sont pas compris dans toute leur complexité et dans leurs particularités. L'aide au développement a elle aussi été conçue et comprise à partir de ce grand modèle d'explication. Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses anciennes colonies devinrent des États indépendants. Dans quel sens allaient-ils évoluer ? Le choix était pour ainsi dire imposé par le conflit Est-Ouest et toute recherche d'indépendance par rapport aux deux grands blocs était difficile et menacée de sanctions.

Positionnements et modification de la perception et du traitement des conflits

La création de la « Diakonie Katastrophenhilfe » en 1954 marque la première institutionnalisation de la mission de l'aide d'urgence pour l'étranger avec pour idée directrice : « L'aide d'urgence et à la reconstruction crée la paix ». Quelques années plus tard, en 1959, est créé « Brot für die Welt » à Berlin. Durant les premières

années de campagne de collecte, on parlait du principe que l'aide au développement permettrait d'atteindre une avancée considérable dans les pays pauvres du Sud. L'action « Brot für die Welt » était un « merci adressé au monde » pour toute l'aide reçue pour la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. L'action « Brot für die Welt » a été conçue comme une aide de démarrage pour le développement, conformément aux concepts du développement du monde occidental à l'époque.

La notion de « développement » n'a dans un premier temps pas été perçue comme une source potentielle de conflits. Puis cela a changé lorsque des changements sociaux ont été exigés dans les années 60. La demande de participation, de justice sociale, de chance de développement et le processus nécessaire de changements sociaux ont entraîné la naissance de nouveaux acteurs au sein de la société civile dans les pays partenaires.

Paulo Freire⁵ fut un des premiers à évoquer et à se battre pour ce que l'on désigne aujourd'hui la société civile. Son message a donné naissance à des programmes mettant les femmes et les hommes au centre. Les organisations humanitaires et de développement encore très peu nombreuses à l'époque dans le Nord commencèrent à prendre position politiquement et à attirer l'attention sur des situations intenable. Les avis sur la question du soutien à apporter aux partenaires dans des situations conflictuelles violentes étaient partagés. Les organisations et mouvements non violents qui, inspirés par Martin Luther King, se sont clairement prononcés en faveur de la non-violence, se sont demandés si cet usage de la violence à des fins de libération ne pourrait pas lui-même déclencher ou renforcer une évolution problématique. Le mouvement de solidarité qui en a résulté s'intéressait à la libération et à l'émancipation. Pour lui, il s'agissait d'un acte de tutelle que de vouloir dicter aux

⁵ Paulo Freire (1921-1997) a, en tant que pédagogue, suscité et conforté des espoirs comme peu d'hommes dans son siècle. Avec son principe du dialogue, il a ouvert de nouvelles voies dans les relations entre enseignants et enseignés. Son travail a renforcé des processus démocratiques de base dans le monde entier. Il était le pédagogue des opprimés, et transmettait la pédagogie de l'espoir. L'Amérique latine socio-pastorale et la théologie de la libération ont été influencées par lui. Il mit au point une méthode d'alphabétisation qui permettait d'apprendre à lire et à écrire en 40 heures de cours. Avec cette méthode, Paulo Freire attira la haine des dictateurs, si bien qu'il fut arrêté après le putsch au Brésil puis expulsé de son pays. Ensuite au Chili, il élaborait un programme d'alphabétisation comparable pour l'UNESCO. Après le putsch au Chili, le Conseil œcuménique des Églises à Genève fut pour lui une nouvelle patrie pendant longtemps.

concernés le type de combat à mener contre l'injustice et l'oppression.

« Justice et Paix dans un monde interdépendant », tel est le leitmotiv de la coopération ecclésiastique en matière de développement depuis la conférence mondiale des Églises à Uppsala en 1968. Le lien entre paix et justice a été ici concrètement formulé :

« Cette action en faveur de la justice dans le monde entier contribue en même temps de manière efficace à la paix. Car au sens global de la prédication biblique comme de la réalité politique, la paix signifie plus que faire taire les armes ou encore l'équilibre fragile de puissances fortement équipées. Les rapports injustes dans le domaine politique national comme international représentent un danger constant pour la paix. » (EKD 1973, 18)

« Développer la paix » fut pendant longtemps l'un des messages principaux de « Brot für die Welt ». Les conflits violents étaient perçus comme des réponses à un développement refusé, et le développement comme l'alternative pacifique à la révolution.⁶ L'aide humanitaire lors de catastrophes était considérée par l'opinion publique comme apolitique et donc comme non conflictuelle tant qu'elle ne dépassait pas les frontières idéologiques et se trouvait aux côtés de l'Ouest. Durant la guerre du Vietnam, la « Diakonie Katastrophenhilfe » a cependant constaté que les personnes des deux camps souffraient de la guerre, de la violence et de la misère, et qu'elles avaient besoin d'aide. L'élargissement de son aide humanitaire aux réfugiés du Nord communiste « brisa un tabou ».

Dans les années 1970 se développa le travail en faveur des Droits de l'Homme dans le cadre de l'EKD en réaction aux crises politiques et sociales rencontrées par

exemple au Chili, au Paraguay, en Afrique du Sud, aux Philippines et au Vietnam. À cette époque, le travail se concentrait sur le soutien concret de partenaires des Églises et des œuvres sociales.

C'est en particulier le grand nombre de réfugiés qui, après le putsch du général Pinochet au Chili, cherchèrent l'asile en Allemagne, qui entraîna la création en 1977 du « Service des Droits de l'Homme dans les œuvres sociales de l'EKD ». L'objectif était avant tout de renforcer efficacement et sur place les défenseurs des Droits de l'Homme et de les protéger en tant que personnes.

Le regard sur les conflits et la paix se nuance davantage dans les années 1970, et la paix est de plus en plus perçue comme un processus. Dans l'appel de la 13^{ème} action (1971/72) de « Brot für die Welt », on peut lire :

« La paix, c'est plus que l'absence de guerre, que le silence des armes, que la fin du mépris de l'autre et que le combat de la misère à ses racines. La paix est un processus dynamique dans lequel des partenaires très différents cherchent à élaborer et concrétiser ensemble la justice sociale sur le fondement commun de la dignité humaine. »

Le « processus conciliaire pour la paix, la justice et la préservation de la création » essayait de traiter, au-delà de la pensée par blocs, les véritables questions liées à l'humanité. Entre sa sixième (1983) et sa septième (1991) assemblée générale, le Conseil œcuménique des Églises a appelé les Églises à remplir leurs obligations publiques en tant que partie de leur mission ecclésiastique, et à agir ensemble contre les menaces à l'encontre de la vie dans les domaines de la justice, de la paix et de la préservation de la création. Les partenaires et les collaborateurs eurent des contacts variés

⁶ On pouvait lire ceci dans une annonce de « Brot für die Welt » parue en 1972 : « Où l'injustice, le souci de lendemain, la pauvreté et la faim deviennent un état permanent, il est facile de recourir aux armes. Qui ne se voile pas la face sait que cet état permanent s'est installé pour des millions de personnes dans l'hémisphère sud, que rien ne suffit plus ne serait-ce que pour vivre. Pour elles, il n'y a que deux solutions pour changer leur situation : la violence des armes ou la révolution pacifique du développement. »

avec le mouvement en faveur de la paix et le processus conciliaire.

Ce regard plus nuancé n'a pas entraîné de mesures spécifiques en faveur de la paix, même si l'idée de la « Paix par le développement » était de plus en plus en crise. Vers la fin des années 1980, le modèle de développement changea. Il devint manifeste que le développement ne pouvait pas être attendu comme un cadeau, mais ne pouvait être obtenu que par la participation politique et une implication active. À partir de là se développa une approche consciemment orientée sur les droits. Dans ce contexte, le travail de prise de conscience dans le Nord revint au centre des intérêts et le travail de conscientisation et d'éducation autour des thèmes du développement gagna de l'importance. Les Droits de l'Homme et le développement pouvaient alors se rapprocher.

2.2 La rupture de 1989 et le dividende de paix non versé

Le contexte

La fin de la guerre froide en 1989 représenta une rupture à de nombreux égards. L'approche pratiquée jusqu'alors pour expliquer les circonstances globales des conflits devint caduque.

Dans le même temps, les superpuissances rompirent les liens avec les États proches d'elles sur le plan idéologique dans le « tiers monde » de l'époque. Nombre d'entre eux sombrèrent dans la faillite économique et dans des crises politiques, leurs structures sociales et leurs systèmes de sécurité souvent répressifs s'effondrèrent, l'ordre national commun se brisa dans la lutte pour la redistribution des ressources et la survie des groupes internes. Les recettes de réforme occidentales pour la mondialisation économique visant à organiser le monde en fonction du libre jeu des forces et des lois du marché y contribuèrent.

Après 1990 surgit pendant une courte période l'espoir d'un « dividende de paix » : des médiations mirent fin à des guerres en Namibie, au Mozambique, au Salvador

et au Cambodge, et des élections démocratiques eurent lieu pour la première fois dans de nombreux pays. Après 1990, les conflits ne furent plus guère considérés en fonction de leurs dimensions idéologiques et mondiales. Ils furent alors compris comme des conflits entre des groupes de pression et des seigneurs de guerre locaux. Une telle interprétation modifia les rôles et les relations entre les assistants extérieurs et les partenaires. On était moins partial à l'égard d'une partie en conflit, mais on se tournait davantage vers la population civile prise entre les fronts.

Dans le même temps, la dimension internationale de ces conflits armés fut nettement mise en relief, en particulier quand il s'agissait de l'exploitation de matières premières rentables. Dans des pays en proie à la guerre civile, des activités illégales et légales sont inter liées depuis longtemps et ont créés ce qu'on appelle « les économies de guerre ».

Après la fin de la guerre froide, la communauté des Nations s'est reorganisée – ce qui fit aussi tomber des obstacles à la liberté d'action. La politique allemande développa de plus en plus d'options militaires et tenta d'intégrer des acteurs sociaux dans ses concepts. De nouvelles notions, comme celle de « catastrophe humanitaire », contribuaient à faire accepter cette politique par la population. Les médias furent un acteur déterminant quand il s'agissait de traiter telle ou telle crise avec telle ou telle phraséologie, ou de l'occulter. Le terme de « catastrophe humanitaire » éveillait la compassion et mobilisait l'aide humanitaire en faveur des victimes – et permettait de dépolitiser des conflits et d'éluder des arrière-plans internationaux et des parts de responsabilité dans ces drames.

D'un autre côté, les nouveaux conflits apparus dans la Yougoslavie en décomposition, en Somalie et au Rwanda produisirent un déchaînement de violence inouï. Le désastre des Nations unies en Somalie, mais aussi en particulier le génocide au Rwanda soulevèrent de nombreuses questions, notamment celles de savoir comment garantir la protection de la population civile et comment éviter que l'aide humanitaire soit détournée au profit de parties en conflit.

Positionnements et changement dans la perception et la gestion de conflits

Le dilemme auquel on était confronté au milieu des années 1990 fut décrit comme suit par Werner Lottje⁷:

« Les scénarios de guerre sont extrêmement décourageants. (...) La réponse d'organisations d'aide humanitaire et d'Églises ne peut être ni le découragement ni l'impuissance et l'inaction dans le domaine politique. La réponse ne peut pas non plus être la seule aide humanitaire. (...) Il est nécessaire d'agir de manière préventive. »

Il fit remarquer sur un ton critique :

« Des organisations d'aide au développement font encore des projets même s'ils pourraient partir en flammes demain ; des organisations d'aide d'urgence retardent leurs intervention jusqu'à ce que le conflit ait atteint son point culminant et que l'on déplore les premières victimes. C'est alors que le mécanisme de l'aide se met en marche ; des organisations de défense des Droits de l'Homme dressent la liste des crimes et des noms des victimes et tentent de trouver les coupables. Le travail de défense des Droits de l'Homme est caractérisé par le fait qu'il arrive souvent trop tard. (...) Les défenseurs des Droits de l'Homme sont invités à mettre en pratique leurs connaissances dans une action préventive. » (Lottje 1994, p. 4 et suiv.)

Face à des États en décomposition et à la progression des conflits internes armés « les possibilités d'exercer une influence au cas par cas diminuent. La nécessité de mettre en oeuvre des méthodes pour transformer des conflits s'accroît. »

Avec une aide humanitaire générale aux différents groupes de population concernés et un débat réconciliateur,

la « Diakonie Katastrophenhilfe » tenta, par exemple en Yougoslavie, de lutter contre des tensions et de ne pas se laisser exploiter par l'une ou l'autre des parties en conflit.

En Bosnie, nous avons résisté à la nouvelle tentative de l'armée allemande de nous impliquer dans une collaboration civilo-militaire et dans des projets politiques partiels. Au Kosovo, la « Diakonie Katastrophenhilfe » se démarqua sciemment de l'intervention « humanitaire » de l'OTAN, et apporta une aide humanitaire à tous les persécutés, même du camp « adverse ».

De même en Somalie, la « Diakonie Katastrophenhilfe » continua à travailler et à apporter une aide solidaire alors que les troupes occidentales et de nombreuses organisations d'aide humanitaire s'étaient retirées.

Dans plusieurs études de cas, le projet de recherche « Local Capacities for Peace » commença en 1994 à répondre à l'exigence « Do No Harm » (Ne pas nuire). L'exigence d'au moins ne pas causer de dommages est entre-temps devenue une ligne de conduite largement reconnue, qui n'est toutefois pas toujours facile à satisfaire.

Devant la longue liste de situations de violence et de défis, il devint plus qu'évident que ce qu'accomplissait la coopération en matière de développement ne suffisait pas. Une coopération en matière de développement qui ne traitait pas ces conflits et ces injustices de manière plus ciblée et plus créative, ne pouvait pas apporter une véritable contribution à la paix.

Une expérimentation avec de nouvelles formes d'action et de travail s'amorça avec de nouveaux partenaires et un nouvel apprentissage sur les conflits et leur gestion. De nouvelles structures furent mises en place – c'est ainsi que fut créé en 1997 le poste de travail Paix et Gestion des conflits de l'Association ecclésiastique des services de développement (AG KED).

⁷ Werner Lottje (1946-2004) fut longtemps directeur de la Diaconie Droits de l'homme, cofondateur de la plateforme Traitement civil des conflits et du Martin-Ennals-Award.

En partant de la conclusion de plus en plus évidente que les situations complexes dans les différents pays ne pouvaient être ni comprises ni changées seules, le travail en réseau et la coopération avec des partenaires spécialisés dans la gestion des conflits commencèrent.⁸

Alors qu'au début des années 1990, les interventions externes dans des conflits étaient les principales approches discutées, le rapport d'atelier « Frieden muss von innen wachsen » (La paix doit s'établir de l'intérieur), paru en 1999, attira l'attention sur les expériences des partenaires dans la gestion des conflits dans leurs pays (cf. AG KED 1999). Ainsi, les « potentiels locaux de paix » acquièrent un visage et les expériences des partenaires un nouveau poids:

« Travailler pour la paix exige des personnes actives sur place, qui connaissent la région et les acteurs, qui peuvent instaurer la confiance. La transformation des conflits a beaucoup à voir avec l'établissement de nouvelles relations, avec la réconciliation – cela ne peut pas venir de l'extérieur »,

souligne Florence Mpaayei de la Nairobi Peace Initiative Afrika au Kenya (cf. www.npi-africa.org).

En font également partie de manière explicite le développement de l'accès à la politique internationale pour les groupes concernés ainsi que la reconnaissance internationale et la qualification d'organisations de la société civile, et donc le renforcement de leur pouvoir de négociation. L'importante dimension internationale d'événements conflictuels a occulté l'approche « Do No Harm » concentrée sur le niveau des projets et l'aide humanitaire. Mais le processus qui a succédé a examiné en détail de manière autocritique des projets de gestion des conflits.

Avec le projet « Reflecting on Peace Practice » (Études sur les pratiques de la paix), dont les résultats ont été publiés à partir de 2003, l'hypothèse – et l'espoir – qui prévalaient alors et selon lesquels des programmes de gestion des conflits à eux seuls accumulent leurs résultats et ont des effets positifs à un niveau supérieur, ont été réfutés. Il est depuis indéniable que des liens doivent être activement établis pour obtenir des effets à d'autres niveaux.⁹

Dans la confrontation avec les conflits liés aux ressources minières et le phénomène de l'économie de guerre, « Brot für die Welt » s'engagea dans des réseaux qui travaillaient soit sur des pays concrets, comme par exemple autour du projet pétrolier Tchad-Cameroun ou dans la European Coalition on Oil au Soudan, soit sur des aspects particuliers de ces phénomènes, par exemple sur la responsabilité sociale des entreprises ou la lutte contre la corruption (cf. Global Policy Forum 2007).

Les résultats de ce travail furent les « Principles for the conduct of company operations within the oil and gas industry » (Brot für die Welt 2000), mais aussi des processus innovateurs dans les pays producteurs de pétrole, qui présentaient le potentiel de prévenir la violence et de régler des conflits de manière constructive. Le regard sur les dimensions de conflits et de la violence est devenu plus complet et, avec une perspective du genre, en même temps plus spécifique et plus différencié. De ce fait, on prend conscience d'aspects jusque-là ignorés.

Le lieu le plus dangereux pour les femmes est celui où elles sont supposées être le plus en sécurité : chez elles. La violence domestique est l'expression d'une culture de la violence qui est bien trop souvent tolérée tacitement dans la société. C'est pourquoi de 2004 à 2006, la Diaconie et son action « Brot für die Welt » ont mené le projet décennal international « Vaincre la violence do-

⁸ À la fin des années 1980, de fortes impulsions ont été données par des organisations internationales des droits de l'homme pour développer de nouvelles formes d'action dans des contextes de conflits violents. « International Alert » (www.international-alert.org), l'une des premières organisations de traitement des conflits, a été créée suite à ces discussions.

⁹ Cf. : www.cdainc.com/cdawww/default.php

mestique ». Il devait réunir et rendre praticables différentes stratégies de lutte contre la violence domestique (cf. Diakonisches Werk der EKD 2007). L'exposition « Rosenstrasse 76 » devait contribuer à rompre le silence.

2.3 À partir de 2001 : guerre contre le terrorisme – sécurité au lieu de paix

Le contexte

Après le 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme » qui lui succéda, l'idéologisation de conflits a de nouveau progressé. Une argumentation s'appuyant sur des déclarations pseudo-religieuses cherche à scinder le monde entre le Bien et le Mal. Des interventions militaires, motivées par des considérations de sécurité d'États occidentaux, se multiplièrent et la guerre éclata en Afghanistan et en Irak.

La « guerre contre le terrorisme » a anéanti les efforts de longues années dans le domaine des Droits de l'Homme. Avec le mot-clé « sécurité », des intérêts bien concrets ont dicté la politique. Cette ré-idéologisation a jusqu'à nos jours des conséquences sur l'aide humanitaire indépendante et la coopération en matière de développement, qui doivent tenir tête à de massives tentatives d'instrumentalisation.

Positionnements et changement dans la perception et la gestion de conflits

En 2003, les œuvres de développement ecclésiastiques ont exprimé leur vive inquiétude dans un document de positionnement commun. Les organisations d'aide humanitaire soulignent que la sécurité est indivisible :

« Ni le Nord, ni le Sud, ni certains États ne peuvent l'obtenir et la préserver sans l'accorder à la majorité de la population et des peuples. » (Brot für die Welt et al. 2003)

La sécurité pour tous nécessite une conciliation mondiale des intérêts qui exige du Nord des concessions et des changements considérables. À cet effet sont néces-

saires des efforts pour un changement dans les consciences, qui ne peut être la cause des Églises à elles seules, selon les organisations d'aide humanitaire dans leur document de positionnement « Entwicklungspolitik im Windschatten militärischer Interventionen? » (Politique de développement dans le sillage d'interventions militaires ?). Elles s'y démarquent clairement d'un débat qui réduit la paix à la sécurité et à l'intervention militaire et perd complètement de vue des perspectives à long terme. Mais parvenir à une conciliation équitable des intérêts, à la réconciliation et à la création de structures politiques et sociales porteuses de paix est une mission difficile. Les organisations d'aide humanitaire soulignent que la paix doit se développer depuis la base.

Depuis 2001, la « Diakonie Katastrophenhilfe » tente de contrecarrer le schéma Bien-Mal largement répandu en coopérant également avec des organisations non chrétiennes, dont des musulmanes, en pratiquant avec elles une aide humanitaire pour tous et impartiale, et en se démarquant de manière critique des avocats de la guerre et de la sécurité qui se mettent en avant.

Le regard sur l'évolution historique a clairement montré à quel point la perception de conflits et les changements du travail dans des situations conflictuelles dépendaient et dépendent des contextes généraux, des tempêtes géopolitiques et des orientations idéologiques de la politique et de la société. Plus les conflits eux-mêmes occupaient le devant de la scène, plus les premières conclusions pouvaient être clairement décrites. Le dialogue avec les partenaires fut mené sur la base de ces expériences et de ces conclusions. La formulation des orientations fondamentales (chapitre 3) et des conséquences pour notre action (chapitre 4) se base sur les résultats de ce dialogue partenarial et de nos mandats.

3 Orientations de base : Qu'est-ce que nous visons dans des contextes de conflit et de violence ?

3.1 Transformation des conflits

Le terme de « transformation des conflits », forgé entre autres par John Paul Lederach, exprime en détail ce que cherchent la Diaconie œcuménique et ses partenaires. Il s'agit de mettre en place de nouvelles relations et des structures sociales équitables dans des conflits. Le concept de transformation des conflits englobe les notions d'escalade, de plaidoyer, de travail en faveur des Droits de l'Homme, mais aussi de réconciliation et de développement durable. Transformation signifie changement et met en évidence qu'il s'agit des processus et non de solutions rapides. Des processus dans lesquels la misère est atténuée et de nouvelles relations sont créées, la vérité éclate au grand jour et est pardonnée, des institutions sont mises en place, le dialogue sur des normes et des valeurs peut avoir lieu, des compétences sont créées et l'espoir voit le jour. Tout cela permet une gestion sans violence des conflits, aujourd'hui comme demain.

La transformation des conflits souhaite exclure l'usage de la violence et rendre possible d'entrer en conflit sans craindre la violence. Transformation peut signifier désescalade pour prévenir ou arrêter la violence, mais aussi entrée en confrontation et intensification du conflit afin d'en rendre les causes plus visibles et de lancer un signal pour l'avenir. C'est une approche globale qui nécessite un travail systématique dans tous les milieux, à tous les niveaux et avec tous les acteurs.

Permettre le conflit constructif

Un conflit entre des individus ou des groupes est souvent compris comme un différend portant sur des objectifs apparemment inconciliables. C'est un phénomène humain complexe qui ne doit pas être confondu avec la violence. Quand des conflits s'aggravent et les parties en conflit ont recours à la violence, le potentiel des-

tructeur des conflits se déploie. La confrontation et la frustration souvent vécues dans des conflits laissent des traces chez les hommes. Elles modifient leurs comportements entre eux, leurs images et la perception d'eux-mêmes et de l'environnement. Si l'on ne parvient pas à trouver les formes d'expression appropriées pour les préoccupations qui motivent le conflit et à montrer des perspectives de changement, le risque est grand que les processus complexes prennent une orientation négative échappant à tout contrôle. Le passage à l'usage ouvert de la violence n'est alors pas loin.

Mais de telles escalades ne doivent pas automatiquement se produire. Au contraire : dans sa forme constructive, le conflit est un moteur du changement, inévitable et créatif. Des conflits sont souvent abordés de manières constructives et résolues sans dommage pour les protagonistes. Des hommes peuvent ressortir grandis de conflits qu'ils sont surmontés. Des collectivités peuvent mûrir dans des conflits. En effet, des conflits rendent conscients des problèmes, mettent les conditions intolérables sur l'agenda des concernés et libèrent de l'énergie pour les changements nécessaires. Ils invitent les protagonistes à prendre conscience de leurs besoins et de leurs droits, à les exprimer et à les confronter à ceux qui sont responsables du respect des droits.

Mettre fin à la violence, agir contre les profiteurs de la violence

Au sens large, la violence englobe des actes, des paroles, mais aussi des structures et des systèmes qui provoquent des dommages physiques, psychiques, sociaux ou écologiques, et empêchent les hommes d'atteindre leur potentiel intégral. Ce n'est pas seulement la violence ouverte des parties en conflit, mais aussi la violence cachée de structures oppressives qui entraînent beaucoup de souffrances et de destruction. Vaincre la violence et construire la paix signifie alors modifier ces structures négatives qui se manifestent par exemple dans la discrimination, la privation de droits et de libertés, l'empêchement de chances.

Alors que la violence de structures oppressives peut paralyser souvent longtemps un conflit ouvert et construc-

tif, la violence ouverte attise la polarisation. Elle fait en sorte que l'escalade de la violence ne semble pas avoir de fin, que les stéréotypes de la pensée en termes d'amis-ennemis ressurgissent et que la rationalité n'a aucune chance à long terme.

Le conflit dégénère en violence quand il n'y a pas de voie adéquate de règlement du conflit, mais aussi quand des protagonistes enveniment sciemment des incidents violents. Une fois le seuil franchi, le retour en arrière est d'autant plus difficile. Les victimes d'oppression et de discrimination sont aisément instrumentalisées et manipulées par des acteurs violents qui ont besoin d'un environnement d'insécurité et d'instabilité pour leur propre pouvoir, leur profit ou des intérêts externes.

Cela étant, la transformation des conflits ne se limite pas à obtenir une désescalade de la violence ouverte. Trop souvent, les structures sous-jacentes d'injustice ainsi que de pouvoir, d'exploitation et de profit restent ainsi dissimulées. Du fait que la transformation des conflits a pour objectif une répartition plus équitable du pouvoir, cette confrontation ne peut être éludée, il ne peut donc pas y avoir de compromis boiteux.

Renforcer la non-violence

De nombreuses personnes qui vivent et travaillent dans un environnement marqué par l'instabilité et la violence sporadique adoptent une philosophie pragmatique. Elles n'ont pas recours à la violence parce que cette option ne leur semble guère prometteuse.

D'autres reculent devant l'usage de la force parce qu'elles redoutent les conséquences d'une culture de la violence pour leur communauté. D'autres encore refusent de prendre les armes parce qu'elles veulent lutter avec des moyens non violents pour la paix et la justice. Elles sont convaincues que la non-violence active est plus que le renoncement à la violence des armes, et est une voie plus créative, plus positive, plus imaginative et plus salubre de la transformation des conflits. Pouvoir montrer une alternative solide à la violence et à l'injustice crée le grand potentiel pour un développement pacifique.

3.2 Potentiels locaux de paix

L'approche jusqu'à présent la plus fructueuse de la transformation de conflits est celle qui évalue les potentiels locaux de paix sans occulter les liens à d'autres niveaux.

Elle intègre des acteurs à tous les niveaux de la société concernée et peut aussi leur donner la possibilité de se présenter sur la scène internationale tout en les accompagnant. L'essentiel est que cette approche soit et reste un processus contrôlé par ces acteurs eux-mêmes. La Diaconie œcuménique a fait l'expérience que la transformation des conflits est possible quand un tel processus

- identifie des potentiels de paix locaux ;
- les protège et les renforce ;
- s'emploie à les accompagner et à les protéger durablement même en cas de revers ;
- reste flexible car les situations peuvent rapidement se modifier ;
- peut saisir des chances et en profiter en réagissant rapidement ;
- peut en même temps penser le long terme et contribuer à préparer le terrain pour une culture de la paix ;
- met en réseau des approches et des instruments des quatre domaines, Droits de l'Homme, développement, l'aide humanitaire et la gestion des conflits ;
- relie différentes approches entre elles et différents niveaux entre eux.

Cette approche peut être considérablement renforcée dans la Diaconie œcuménique si elle parvient à mettre à profit les points forts reconnus, à réduire les faiblesses, et à développer une répartition du travail adaptée à la situation dans le domaine et avec d'autres organisations et acteurs.

3.3 Justice entre les sexes

Environ 75% des morts victimes des conflits armés actuels entre États ou internes sont des femmes et des enfants. En tant que butin de guerre et incarnation de l'identité du groupe ennemi, les femmes sont exposées à une violence sexuelle accrue ; en tant que soutien de leur famille, elles sont contraintes à la prostitution par des hommes de leur propre ou d'autres groupes pour se procurer des aliments, des médicaments et de l'eau ; elles sont systématiquement violées par les combattants afin d'humilier l'adversaire ; des hommes de leur propre famille, qui souvent ne peuvent plus assumer leur rôle de soutien et de protecteur, réagissent à ces situations stressantes par un surcroît de violence.

À cela s'ajoute le grand risque de contamination des femmes par le VIH et le SIDA, qui, notamment chez les femmes jeunes, est trois à six fois plus élevé que chez les hommes. 50% des séropositifs dans le monde et 61% en Afrique sont des femmes. Le viol accroît énormément le risque de contamination par le VIH, et le VIH contribue également à l'apparition de conflits au sein des familles et des communautés.

Les femmes ne sont pas uniquement des victimes. En tant que « complices », elles rejoignent des groupes armés ou encouragent leurs époux à faire usage de la violence. Mais il arrive également, en élargissant leurs rôles traditionnels, qu'elles s'organisent pour rétablir la paix et assurer la survie de leur famille. Elles entrent aussi dans des organisations de la société civile pour la paix.

En périodes de crise, des thèmes se référant clairement aux relations entre les sexes sont abordés dans les débats au sein de la société. Les hommes doivent être de nouveau à même de défendre « la femme et la famille » ou, au sens figuré, « le pays d'origine ». Qui ne peut se protéger lui-même et subvenir aux besoins de la famille n'est « pas une homme ».

Dans des crises, ce modèle profondément enraciné est utilisé pour développer la propension à l'action bien avant que le premier coup ne soit tiré. Cela indique l'importance du genre en tant que catégorie pour analyser

des conflits, mais aussi pour les gérer. Cela étant, les chances et les risques sont différemment répartis dans les différentes phases des conflits.

Les conflits mobilisent et confrontent de manière particulière les rapports de force sociaux, mais, en tant que phénomènes complexes, également les images et les conceptions que les groupes sociaux ont les uns des autres, jusque dans les couches profondes de la conscience et de l'inconscient collectifs. Cela met en évidence que les relations entre les sexes et les efforts pour la justice entre les sexes sont également concernés.

Un regard différencié est important : que signifie le conflit pour les femmes ? Que signifie-t-il pour les hommes ? Que signifie le conflit pour les femmes séropositives et les hommes séropositifs ? Que signifie-t-il pour les relations entre eux ? Quand on comprend comment les hommes et les femmes doivent être et quels sont leurs droits selon les normes dont résultent la hiérarchie entre les sexes, les répartitions des compétences et des systèmes religieux, il est évident que la relation entre les sexes est déjà porteuse de conflits. Il s'agit de questions d'intégration et d'exclusion, de domination et de subordination ainsi que de valorisation et de dévalorisation.

Ces dimensions du genre importantes dans les conflits se retrouvent tout au long de la vie sociale comme asymétries du pouvoir et rôles spécifiques, agissent comme images de la masculinité et de la féminité, et, à travers les valeurs et les normes qui en découlent, également au niveau des conceptions et même profondément dans la formation de l'identité. Les situations et évolutions pour les femmes et les hommes diffèrent spécifiquement dans des conflits, et doivent être par conséquent déterminées et analysées séparément. Ainsi doivent être surmontés les filtres de perception qui ont toujours pour effet que les femmes sont perçues aucunement ou presque exclusivement comme victimes, et les hommes pratiquement jamais dans des rôles de victimes.

Les multiples changements de rôle des femmes en temps de guerre ne sont souvent pas pris en compte politiquement et socialement dans la phase de l'après-guerre. On

n'attache que peu d'importance à leurs expériences en tant que productrices, organisatrices et soutiens de famille, à leurs besoins en tant que veuves ou soldates démobilisées, car il faut d'abord satisfaire les hommes armés pour éviter la poursuite de la violence. Les expériences des femmes, entre autres dans le domaine de la construction de la paix, ne sont que peu reprises dans les processus de négociation et dans les décisions sur l'organisation de l'après-guerre. Les questions de savoir dans quelle mesure des conceptions stéréotypées en termes de masculinité et de féminité entraînent des comportements aggravant les conflits, comment des attributions de rôles aggravant les conflits se ravivent et peuvent être mises à profit préventivement de manière positive, sont toujours trop peu discutées (cf. « Brot für die Welt »/EED 2007).

Des changements d'attitude des hommes développés à partir de leur masculinité sont particulièrement importants. Mais cela ne se fait pas de manière isolée. Pour que les hommes puissent développer eux-mêmes des rôles moins violents, quelque chose doit changer chez les deux sexes. Des approches isolées, notamment en matière de genre et de conflit, semblent plutôt contre-productives.

Des conflits constructifs augmentent les chances et les marges de manœuvre pour obtenir plus de justice entre les sexes. Le conflit violent restreint les espaces et comporte des risques supplémentaires. La dimension de genre dans les conflits est souvent évoquée, mais sa mise en application reste difficile et fractionnaire, et est souvent limitée à des projets isolés sur la promotion de la femme.

Mais, comme le montrent les exemples mentionnés au début, la dimension de genre est bien plus que cela dans des conflits. Pour l'approche de transformation des conflits pratiquée par la Diaconie œcuménique, la justice entre les sexes et la sensibilité en matière de genre

sont des points de repère importante dans la transformation des conflits.¹⁰

Sur le thème « Conflit et genre », la Diaconie œcuménique a consigné les résultats d'une formation interne dans une documentation à l'attention des collaborateurs (cf. Bureau chargé de la politique de développement 2006).

3.4 Orientation sur les Droits de l'Homme

De nombreux conflits ont pour origine des violations des Droits de l'Homme. C'est pourquoi quand les causes des conflits doivent être traitées, chaque travail sur des conflits doit être sensibilisé aux violations des Droits de l'Homme et à toutes les formes de discrimination. Des approches basées sur le droit peuvent donner une orientation stratégique claire et forte au cadre d'orientation axés sur la transformation des conflits. Cela leur procure un net avantage par rapport à des modèles tels que « Sécurité humaine » et « Développement humain » qui, développés dans une intention émancipatrice, ont beaucoup perdu de leur potentiel dans le débat politico-sécuritaire.

Dans la gestion des conflits, il peut être utile de disposer d'un catalogue général de valeurs centrales, de droits fondamentaux et de principes de procédure, qui ne doit pas être d'abord négocié, mais existe comme cadre de référence universel. Grâce au caractère public l'utilisation d'instruments nationaux et internationaux de protection des Droits de l'Homme peut entraîner des instances de l'État à une gestion des conflits plus actif. De même, des acteurs privés tels que des entreprises transnationales qui peuvent être publiquement rendus coresponsables de violation de Droits de l'Homme, doivent, précisément en cas d'atteinte aux Droits de l'Homme, craindre une détérioration de leur image, et être prêts à faire des concessions.

¹⁰ Le thème « Justice entre les sexes » est abordé et traité précisément dans le contexte du VIH et du SIDA. Voir à cet effet la politique en matière de VIH et de SIDA de « Brot für die Welt » et de l'EED ainsi que « HIV and Aids in Africa », Diakonisches Werk/Brot für die Welt, Stuttgart 2006.

Les Droits de l'Homme aident à procéder à une claire répartition des rôles. Quelles sont les obligations de l'État, où sont les limites de l'action de l'État, quelles sont les tâches d'autres acteurs ? La réponse à de telles questions doit être en principe plus facile en référence aux normes internationales relatives aux Droits de l'Homme, et par conséquent aider à rechercher des solutions appropriées aux conflits.

Les Droits de l'Homme sont un instrument particulièrement important là où des institutions de l'État existent encore. Toutefois, il ne doit pas s'arrêter aux frontières des « États faillis ». Les victimes de violations ne doivent pas être abandonnées. Certes, les Droits de l'Homme ne peuvent plus y être demandés devant les tribunaux, mais ils peuvent devenir la référence pour la dénonciation de violations, qui pourra alors aider à dénoncer les responsables au niveau international.

La gestion non violente des conflits dans des « États faillis » peut servir à la protection des Droits de l'Homme et de leurs défenseurs parce qu'il s'emploie, même sans requête juridique, à prendre au sérieux les droits, les exigences et les objectifs de gens, et à les représenter dans des phases de négociation. Pour les victimes de violations, la connaissance de leurs droits est en outre la première étape majeure de l'autonomisation. Des stratégies alternatives peuvent être aisément formulées quand on sait que des droits fondamentaux personnels sont refusés ou violés pour une personne. Les stratégies en matière de Droits de l'homme ont aussi leurs limites. Les conflits peu accessibles avec des stratégies basées sur les Droits de l'Homme sont ceux dans lesquels certaines ou toutes les parties en conflit ne sont pas prêtes à négocier et tentent de formuler ou d'imposer des revendications maximales.

L'utilisation des Droits de l'Homme peut aussi avoir un effet aggravant dans des situations conflictuelles. Exiger le respect des Droits de l'Homme, les renforcer et les améliorer est toujours une affaire riche en conflits. Les défenseurs des Droits de l'Homme sont comme des sismographes quand il s'agit de progresser dans la gestion des conflits ou quand il y a menace d'escalade dans la spirale de la violence. Par conséquent, le travail sur les

Droits de l'Homme et le travail sur les conflits doivent être toujours prêts à s'engager pour la protection des défenseurs des Droits de l'Homme menacés. Une intervention judicieuse doit être planifiée en fonction du conflit et réalisée de manière stratégique.

3.5 Aide humanitaire – une contribution à la paix

L'aide humanitaire peut aggraver des tensions et des conflits violents, retarder leur règlement et faire perdre sa propre crédibilité quand elle prend position pour ou dans l'intérêt d'une partie au conflit ou de groupes de pression qui la soutiennent, et privilégie certains et néglige d'autres. Elle a aussi un effet négatif quand elle s'associe avec des actions militaires et coopère unilatéralement avec des armées ou des groupes armés. Elle ne va pas assez loin quand elle ne s'oriente sur le rétablissement de conditions de vie dignes (réhabilitation et réintégration), mais s'en tient à la dépendance de l'aide des victimes, voire la favorise. C'est également le cas quand elle se laisse utiliser par les parties en conflit comme substitut humanitaire à long terme au manque de volonté, parce que ces parties ne peuvent ou ne veulent pas résoudre le conflit ni améliorer la situation des victimes.

L'aide humanitaire peut avoir des effets positifs sur des conflits quand elle

- est organisée comme action pacifique ;
- et est donc un message de paix au sein de la violence ;
- est organisée comme action conciliatrice et, avec ce message d'humanité, s'oppose diamétralement à une logique de la violence qui n'accorde des droits qu'à ses propres partisans ;
- peut établir des ponts et permettre un nouveau départ ; l'aide humanitaire ne peut agir que de manière limitée sur les parties en conflit concernées pour tempérer leur violence et rechercher le dialogue et des voies alternatives ;

■ peut aider les victimes à surmonter les conséquences du conflit, à améliorer leurs conditions de vie et la nouvelle orientation pacifique de leur vie grâce à une réhabilitation tant matérielle que psychique.

Les principes autonomes de l'aide humanitaire et ses fondements dans le droit international public sont par conséquent une orientation stratégique centrale pour le travail dans des situations conflictuelles. Ils sont sérieusement menacés par les évolutions des dernières années. Cela exige une plus forte affirmation du profil de l'aide humanitaire. Elle doit pouvoir organiser son aide indépendamment d'opinions dominantes, ce qui signifie dans certains cas nager contre le courant de l'opinion des médias et résister à des pressions politiques. À cet effet, il est aussi nécessaire d'opposer une analyse approfondie et contradictoire à des perspectives et des arguments à courte vue afin de défendre son mandat humanitaire indépendant et impartial. Cela exige que la Diaconie œcuménique continue de s'engager de manière perceptible en faveur de principes éthiques humanitaires dans l'espace public et politique. Cela exige également d'œuvrer contre le mauvais usage de l'aide humanitaire par des intérêts politiques, économiques, militaires et médiatiques, et de mener le débat sur la nouvelle politique mondiale sécuritaire et antiterroriste ainsi que sur ses répercussions sur une aide humanitaire autonome.

Avec d'autres acteurs, la Diaconie œcuménique souhaite devenir une voix forte qui aborde les dessous et les causes de conflits. En préservant son indépendance politique, elle considère cet engagement comme une contribution à la prévention mondiale et aux changements politiques et structurels nécessaires. C'est seulement ainsi que les faiblesses et les effets secondaires négatifs reconnus de l'aide humanitaire seront évités, et que ses points forts seront résolument développés.

Face aux tâches de plus en plus étendues du fait de la mondialisation, l'aide humanitaire doit, dans des pays où des partenaires sont faibles ou inexistantes, rechercher de nouvelles voies et de nouveaux alliés, sans toutefois accorder la priorité à l'option de « l'assistant blanc ». Globalement, il s'agit de trouver un équilibre

qui reconnaît les portées limitées de l'aide humanitaire dans la prévention et la transformation des conflits, et dans le même temps, exploite toutes les possibilités que les principes éthiques fondamentaux autorisent. Cela inclut également des approches de projets novatrices pour la prévention de la violence et de l'escalade de conflits.

4 Conséquences pour notre action

Dans des situations conflictuelles, la Diaconie œcuménique et ses partenaires sont sollicités de manières bien différentes. De plus, les partenaires sont confrontés à des situations très diverses dans leurs pays, et ont des conditions de départ très différentes. Ainsi, leurs besoins et leurs exigences concrètes à l'égard de leur partenaire du Nord sont variées. Pour les uns, certaines tâches sont concentrées au premier plan, entre autres le renforcement de leurs capacités pour devenir des acteurs efficaces dans des conflits.

D'autres se sont déjà profilés dans la transformation des conflits. Des partenaires tels que Serapaz au Mexique, Nairobi Peace Initiative au Kenya ou la fondation Kaduntaya aux Philippines jouent depuis longtemps un rôle actif dans la gestion de conflits dans leurs pays et leurs régions. Dans leurs activités, ils associent des éléments de l'appui au développement, de la transformation des conflits et parfois de l'aide humanitaire directe. Ils sont déjà actifs à différents niveaux, sur le terrain comme dans les capitales et sur la scène internationale. Grâce à leur intégrité, ils peuvent aussi bien se trouver partiellement du côté des faibles et les renforcer pour la confrontation, qu'amorcer une désescalade dans des situations de violence en servant de médiateurs. Ils ont développé de propres capacités d'analyse et d'interprétation de la situation dans leur pays, qui peuvent donner une orientation aux acteurs politiques et sociaux.

Les contributions et le soutien qu'apporte la Diaconie œcuménique à ses partenaires doivent être adaptés aux contextes complexes et ne devraient être perçus comme des actions et des messages contradictoires. La synergie et la cohérence montrent leur qualité par la contribution positive qu'elles peuvent faire dans la situation conflictuelle concrète. Les étapes de réalisation suivantes montrent comment des aspects importants dans des conflits peuvent être mieux pris en compte que jusqu'à présent en se basant sur les bonnes expériences déjà faites. Elles doivent sensibiliser aux possibilités qui existent quand il s'avère que la transformation des conflits est pertinente

dans les contextes du travail. Elles doivent encourager à développer des étapes pour trouver des réponses appropriées et respectueuses des leçons apprises et des orientations de base.

4.1 Développer une sensibilité active aux conflits

Le fait que tant la coopération en matière de développement que l'aide humanitaire peuvent avoir des effets négatifs fait partie des importantes leçons tirées du travail dans des contextes de violence et de conflits. Sous « sensibilité aux conflits » nous entendons, en partant de ces expériences, la capacité de la Diaconie œcuménique et de ses partenaires à comprendre les conflits dans et sur lesquels ils travaillent dans leurs contextes; à comprendre les influences réciproques entre les programmes et le conflit et à mettre à profit cette compréhension pour éviter des effets négatifs et amplifier des effets positifs. En fait également partie un traitement conscient des effets d'un conflit violent sur l'organisation et le personnel.

La sensibilité aux conflits est importante pour les programmes, mais aussi et précisément pour le plaidoyer concernant les pays en situations conflictuelles. Dans des contextes conflictuels, des partenaires sont très souvent menacés, en premier lieu des défenseurs des Droits de l'Homme ainsi que des militantes et des militants pour la paix. C'est pourquoi chaque pas dans le plaidoyer doit être examiné avec précision quant à ses conséquences pour les acteurs sur le terrain et par rapport à l'objectif d'atteindre une paix juste et durable.

Pour la Diaconie œcuménique, il est important que la sensibilité aux conflits soit développée comme pratique vécue, à savoir dans le dialogue, dans le débat et dans l'apprentissage commun avec les partenaires. Acquérir la sensibilité aux conflits est un premier jalon sur la voie qui conduit à être un partenaire compétent dans des situations conflictuelles. Nous le comprenons comme un processus d'apprentissage et d'échange qui n'atteindra pas ses objectifs avec des listes de vérification, mais avec la création consciente et ciblée d'un espace pour le dialogue. Des instruments doivent être appris, adaptés

et perfectionnés dans le dialogue. Quelques aspects en matière de sensibilité aux conflits sont développés ci-après :

Sensibilisation réciproque pour des situations conflictuelles

Dans des contextes conflictuels, le travail des églises dans les domaines de la coopération en matière de développement, de l'aide humanitaire, des Droits de l'Homme et de la paix doit perpétuellement vérifier si le travail a un effet réduisant ou favorisant la violence. C'est pourquoi l'engagement doit être constamment informé sur le contexte, les causes et les dynamiques des conflits indépendamment des « opinions dominantes », et mettre au point des stratégies sensibles au conflit. Pour ce faire, l'échange entre ceux qui vivent dans le conflit et ceux qui sont à l'extérieur est important.

Analyse des conflits

Des réponses sur mesure reposent sur la connaissance parfaite du conflit et de sa dynamique. En particulier, des situations conflictuelles complexes revêtant une dimension internationale et demandant une coopération de différents acteurs, nécessitent des analyses communes intensives et régulièrement actualisées. Une compréhension profonde de la manière que les partenaires respectifs perçoivent la situation aide dans des actions cohérentes, même si on ne peut pas toujours s'entendre parfaitement sur la prochaine étape. La « Documentation sur l'analyse des conflits de la Diaconie œcuménique » (cf. Groupe thématique Transformation des

conflits 2006) donne une orientation aux collaborateurs dans ce domaine.¹¹

Développement et intégration d'instruments pour la planification, le suivi et l'évaluation

Les situations conflictuelles sont caractérisées par de grandes incertitudes. Des partenaires se sont heurtés à des limites avec des instruments de planification connus – planifier était parfois absolument impossible. On dispose entre-temps d'instruments appropriés et surtout de contacts et de potentiels pour le perfectionnement d'instruments. On doit travailler intensément dans ce domaine avec des partenaires.¹²

4.2 Dialogue et qualification

Ce cadre d'orientation décrit les concepts de base et les orientations principales de la Diaconie œcuménique. Ils seront animés et poursuivis dans l'échange avec les partenaires. Ce dialogue doit être qualifié et approfondi. À cet effet, des rencontres de partenaires ou des manifestations peuvent être mises à profit. Et des mesures et des stratégies de renforcement des capacités en font partie. Quelques aspects sont mentionnés dans ce qui suit :

Trouver un langage commun

Durant des milliers d'années, des guerriers ont développé et affiné leur langage. Beaucoup de leurs expressions sont entrées dans l'usage commun. « Protéger les flancs », « Rassembler les troupes », « Se mettre en rangs », « Débriefing », « Stratégie » et « Intervention » ne sont que

¹¹ La documentation sert à la propre sensibilisation et offre une aide dans la formulation de questions importantes aux partenaires. Les objectifs par rapport à une mesure vérifiée sont :

- déceler et éviter d'éventuels effets négatifs (sur le conflit dans le contexte du projet ou par le conflit dans le contexte du projet) ;
 - identifier et renforcer des possibilités d'influence constructives ; et
 - établir sur place le lien avec d'autres initiatives et/ou d'autres niveaux, et augmenter ainsi la portée et la durabilité des mesures.
- L'objectif par rapport au dialogue avec le partenaire étant d'avoir une base sûre pour un dialogue circonstancié.

¹² Les résultats de différents processus régionaux suivis par Evangelischer Entwicklungsdienst peuvent être repris ici. En coopération avec GENOVICO et EIRENE, un manuel de PSE (Planification, Suivi, Évaluation) doit être élaboré pour la zone francophone sur la base des résultats d'une formation régionale de partenaires en matière de PSE lors d'une conférence sur le travail pour la paix au Tchad (mai 1998) et de la phase d'essai de l'instrument de planification et de suivi développé par GENOVICO (réseau de conseillères et de conseillers au Niger).

quelques exemples. Dans le travail pour la paix, on a encore des difficultés avec le langage commun.

De nombreuses nouvelles approches ont été développées dans la dynamique positive depuis 1990. De nombreux termes souvent différemment compris et utilisés sont apparus : prévention des crises, règlement des conflits, résolution des conflits, consolidation de la paix, gestions des conflits et transformation des conflits. Dans la coopération avec des gens d'autres espaces linguistiques, c'est encore plus difficile car la recherche sur la paix et le gestion non violente des conflits revêtent des importances très diverses dans les différents pays et espaces linguistiques. Des termes ont aussi souvent une connotation négative. Dans les territoires palestiniens, des partenaires disent que « Peace » et « Peacebuilding » sont devenus pour eux des « non-mots », vidés de leur sens et usés. Des partenaires latino-américains réagissent avec réticence et réserve à des termes qui sentent le compromis boiteux, par exemple « résolution des conflits ». Tout cela complique la communication et donc le dialogue et le débat. La recherche d'un langage commun est importante. Elle ne peut réussir que dans un engagement commun et par l'échange ouvert, par exemple avec les orientations décrites dans le chapitre 3. Un premier pas a été franchi avec le glossaire « Begriffe der zivilen Konfliktbearbeitung » (Termes de la gestion non violente des conflits) (cf. Département des Droits de l'Homme 2006).

Acquisition de compétences par des processus d'échange et de qualification

Des processus d'échange et de qualification mis en œuvre sur le long terme se sont avérés appropriés pour développer des compétences et des stratégies. La manière de les organiser dépend des dynamiques et des intérêts des partenaires. Dans les territoires palestiniens, par exemple, l'attention se concentre sur la formation continue, et aux Philippines sur la réalisation d'activités communes. La formation continue pour des partenaires et des collaborateurs ainsi que le conseil professionnel qualifié sont des éléments essentiels pour l'application du cadre d'orientation. La Diaconie œcuménique encourage ses partenaires à acquérir des compétences par

la qualification. Cela peut avoir lieu grâce à des mesures de qualification dans les programmes encouragés, et à la promotion ciblée de mesure par le programme de bourses.

Un échange d'expériences peut être organisé sur des thèmes particulièrement importants (tels que conflit et genre, sensibilité aux conflits, ressources minières et conflit, conflits autour des ressources telles que terre et eau, pédagogie de la paix, etc.). Il peut être amorcé par les partenaires et repris par la Diaconie œcuménique. D'autres possibilités sont la mise en place, le soutien et la mise à contribution de compétences régionales en matière de conseil professionnel, ainsi que la coopération institutionnalisée avec des institutions de formation dans différentes régions du monde. En font partie le soutien financier, le développement curriculaire et la mise en réseau de ces organisations (cf. Groupe thématique Transformation des conflits 2008).

4.3 Diversité dans l'appui financier : personnes – organisations – réseaux

L'appui financier à des projets, des programmes et des activités est l'une des dimensions centrales de l'action de la Diaconie œcuménique. Face à la souffrance et aux ravages occasionnés par les conflits violents, il est difficile de supporter que les propres possibilités soient si limitées. Le souhait est alors compréhensible de préférer se tenir complètement à l'écart plutôt que de ne pouvoir apporter qu'une contribution apparemment minimale. C'est le contraire qui est nécessaire. La Diaconie œcuménique reconnaît assumer sa responsabilité face à ses propres limites. Elle se considère comme un partenaire fiable qui est prêt à poursuivre continuellement et obstinément le processus de transformation des conflits, même en cas de revers substantiels. Elles ne considère pas les revers comme des échecs de projets, et ne met pas fin à l'engagement pour cela, mais prend le risque d'escalade subite de conflits comme un défi pour rechercher des voies nouvelles, autres et créatives.

L'observation du changement des conditions générales et des contextes de travail a montré que les possibilités d'acteurs individuels sont limitées, et que les plus gran-

des chances sont offertes quand les acteurs les plus divers sur le terrain et à de nombreux autres niveaux sont mis en réseau avec leurs différentes stratégies d'action. Pour favoriser de manière optimale les potentiels de transformation des conflits, des personnes, des organisations et des réseaux adéquats en fonction de la situation devraient par conséquent être soutenus et encouragés. Que cela signifie-t-il en détail ?

Action prophétique de personnes

On constate toujours que le fait que des chances pour la transformation des conflits puissent être reconnues et mises à profit dépend des individus. Le traitement des conflits est une jonglerie avec des « verbes irréguliers » qui n'entrent pas dans le schéma prévu. Cela exige la capacité d'anticipation et de témérité de la part de ces individus. Le risque d'échec est constamment présent. Les personnes qui tentent de suivre cette lueur d'espoir au bout du tunnel empruntent souvent des voies peu conventionnelles. Elles se heurtent fréquemment à des murs et sont plutôt entravées que soutenues par des routines et des procédures. La Diaconie œcuménique se propose de devenir un lieu qui favorise les potentiels de transformation et d'inspiration de ses collaborateurs et partenaires, et met ses structures à leur service. En font également partie le soutien et l'accompagnement d'initiatives non conventionnelles d'individus, afin que s'établisse un climat qui rende possible et encourage l'action prophétique de personnes.

Organisations

Dans des situations particulières telles que le travail pour la paix et les Droits de l'Homme dans des régions théâtres de conflits armés dans des États fragiles, sous les régimes les plus répressifs, les organisations partenaires ont besoin d'une attention particulière et d'une action flexible. Dans de telles situations par le passé, il était nécessaire de renoncer à la reconnaissance formelle d'organisations, de transférer le travail dans des pays voisins, de replanifier entièrement des projets en cours, etc. Cela est seulement possible quand un rapport de confiance est établi et les collaborateurs de la Diaconie œcuménique se voient accorder la liberté de prendre

des décisions peu conventionnelles dans des situations de crise.

Travail en réseau

L'expérience enseigne que des projets isolés ne peuvent établir la paix. De même, de nombreuses autres activités ne s'additionnent pas automatiquement pour faire la paix. Un travail dans l'isolement dans l'attente que les instruments courants de la coopération en matière de développement suffisent à eux seuls pour aboutir à la transformation des conflits, mène dans une impasse. Il s'agit au contraire de relier de manière ciblée des projets à différents niveaux, avec différents points de départ. À cet effet, de nouvelles alliances et la participation au travail dans des réseaux peuvent devenir nécessaires.

Nous comprenons le travail en réseau en premier lieu comme une action et pas nécessairement comme une structure. Il doit établir activement et avec discernement des relations de confiance, échanger des informations, des expériences et des compétences, rechercher des options d'action nouvelles et novatrices, rechercher et créer des synergies et la complémentarité, coordonner des activités de participants, qualifier et renforcer, et le cas échéant, développer et réaliser des activités communes. La question « Que voulons-nous faire ensemble ? » est plus importante que la question « Comment voulons-nous nous structurer ? ». La spécificité des réseaux est le fait que les structures sont flexibles, et se modifient et s'adaptent souvent. C'est l'avantage par rapport à une organisation. La Diaconie œcuménique se considère comme partie intégrante de réseaux mondiaux. Elle participe activement à la formation d'alliances et entre également dans elles. Elle encourage financièrement et de manière ciblée le travail de réseaux.

4.4 Plaidoyer et contribution à la bonne gouvernance

Des processus de transformation des conflits pour la paix et la justice ne peuvent être atteints que si les conditions générales sont modifiées en conséquence. Dans le Nord, cela exige un engagement résolu aux différents niveaux et dans plusieurs champs d'action pour que les princi-

pes permettant une action efficace soient conservés ou améliorés. Sur ce point, nous envisageons les champs d'activité suivants :

Permettre l'action de la société civile dans des conflits

L'action de la société civile pour la paix dans de graves situations est souvent l'unique action pour la paix qui pourrait donner de l'espoir. Mais précisément, des situations conflictuelles se caractérisent souvent par le fait que cette action est limitée ou rendue impossible par la violence, la répression, des lois d'exception et des persécutions. Les gouvernements du Nord sont souvent trop enclins à interagir avec leurs gouvernements partenaires du Sud.

La Diaconie œcuménique s'engage en faveur du maintien et de la récupération d'espaces pour l'action de la société civile. Avec des actions ciblées, la Diaconie œcuménique veut participer à l'extension de la marge de manœuvre de l'action de la société civile dans des situations conflictuelles sur le terrain.

Mettre en œuvre les moyens de défense des Droits de l'Homme

Dans ce contexte, la Diaconie œcuménique peut mettre en œuvre les moyens de défense des droits de l'homme. Elle peut utiliser des structures étatiques dans le domaine national ainsi que dans des systèmes régionaux ou internationaux de protection des Droits de l'Homme. Des structures formelles offrent la possibilité des procédures de recours, des rapports parallèles et des voies judiciaires, alors que des structures informelles seraient

des instruments de relations publiques ou le travail de journalistes d'investigation.

Le plaidoyer fait de toute façon partie du cœur de chaque stratégie de protection des Droits de l'Homme. Le plaidoyer pour la protection de Droits de l'Homme se fonde sur les témoignages de violations et utilise des voies formelles et informelles pour signaler ces violations et demander des remèdes. La Diaconie œcuménique soutient les victimes d'organiser leur propre plaidoyer. Quand c'est impossible, des organisations tels que la Diaconie œcuménique ou d'autres acteurs doivent agir en les représentant.

Participer à la conception d'instruments de la politique

La Diaconie œcuménique mène déjà un dialogue direct et un débat avec les acteurs politiques. La participation à des réseaux augmente les chances d'avoir à long terme une influence déterminante sur la politique et le développement d'instruments civils de gestion des conflits. Des premières expériences avec des formes d'organisation et d'institutionnalisation, telles que FriEnt¹³ ou le comité consultatif de la société civile pour le plan d'action du gouvernement fédéral allemand,¹⁴ plaident en faveur de l'utilisation de ces potentiels. Mais comme le montre l'évolution du « Plan d'action de prévention civile des crises », de tels efforts au plus haut niveau politique n'aboutissent que dans la mesure où ils sont promu par des protagonistes engagés et continuellement réclamés par la pression de l'extérieur. Avec le processus RoCS (Role of Civil Society)¹⁵ se développe également ici au niveau européen une possibilité d'au moins faire entendre ses propres positions. Tout cela exige une coo-

¹³ Cf. : www.frient.de

¹⁴ Voici plus de six ans, le gouvernement fédéral allemand, à l'époque socialiste et Vert, a adopté un « Concept global de prévention civile des crises, de règlement des conflits et de consolidation de la paix », et s'est ainsi prononcé en faveur d'une meilleure prévention de conflits réglés par la violence. En conséquence, des stratégies et des instruments de prévention civile des crises en Allemagne devaient être développés et renforcés. L'instrument décisif du gouvernement fédéral allemand à cet effet est le « Plan d'action de prévention civile des crises ».

¹⁵ Cf. : www.eplo.org/index.php?id=220

pération continue avec une repartition intelligente du travail entre des acteurs de la société civile qui doivent ici faire preuve de leur capacité à développer une société civile mondiale. Ils doivent apprendre à coopérer durablement et avec efficacité sans perdre de vue les priorités. Une influence conceptuelle sur la politique et pour le développement d'instruments civils est exercée dans des contextes œcuméniques (EKD, APRODEV, COÉ) en étroite collaboration avec l'EED et la Plattform Zivile Konfliktbearbeitung.

Plaidoyer pour l'indépendance de l'aide humanitaire

La « Diakonie Katastrophenhilfe » s'est activement engagée à l'égard du gouvernement allemand et de l'Union européenne pour le respect des principes humanitaires par des gouvernements et des armées – également dans le cadre de réseaux humanitaires civils en Allemagne et en Europe –, ainsi que pour une action et un positionnement indépendants et impartiaux des organisations d'aide humanitaire dans des conflits. Ces positions ont été reprises par exemple dans le document de positionnement « Streitkräfte und humanitäre Hilfe » (Forces armées et aide humanitaire) de la VENRO.

Le consensus européen sur l'aide humanitaire adopté en décembre 2007 par l'ensemble de l'UE est également le résultat d'un plaidoyer commun. La « Diakonie Katastrophenhilfe » considère comme une tâche importante la poursuite de cet engagement dans les cadres allemand, européen et onusien afin de se faire accepter dans la sphère politique et obtenir un soutien éthique également dans les conflits concrets.

4.5 Relations publiques et apprentissage œcuménique

Pas toujours, mais dans de nombreux cas, le travail pour la paix et la transformation des conflits ont besoin du public. La perception publique de compétences en matière de transformation des conflits est dans l'ensemble encore sous-développée. Les voix de « Brot für die Welt » et de la « Diakonie Katastrophenhilfe » sont entendues, mais nous ne les élevons pas encore suffisamment pour

nous positionner. Nous profitons tout aussi rarement des occasions d'attirer l'attention sur la progression de la compétence de nos partenaires dans la transformation des conflits, et de lancer ici aussi des signes d'espoir.

Dans le « Programme spécial Colombie » et dans les coopérations avec l'Institut de l'éducation pour la paix, le réseau de journalistes Peace Counts, la Plattform Zivile Konfliktbearbeitung et des réseaux thématiques et régionaux, des premières expériences ont été faites afin d'améliorer la perception publique. On peut partir d'elles.

La Journée internationale de la paix peut être mieux mise à profit pour faire connaître des militantes et des militants pour la paix en Allemagne. Les expériences et l'engagement de partenaires peuvent faire l'objet de recherches et d'analyses par des journalistes.

Davantage de références à la décennie « Vaincre la violence » devraient être établies, notamment dans la perspective du Rassemblement pour la paix en Jamaïque en 2011. En fait partie la proposition de discussion sur ce cadre d'orientation lors de rencontres de structures œcuméniques.

De même, le « Tour de Paix » peut être mis à profit pour exposer au public allemand les activités pédagogiques pour la paix dans différents pays.

Les sites Internet de « Brot für die Welt » et de la « Diakonie Katastrophenhilfe » – en particulier les pages en langues étrangères – peuvent mettre en évidence l'engagement à multiples facettes pour la paix de partenaires et de collègues.

Des prix de la paix et des Droits de l'Homme peuvent servir à renforcer des partenaires sélectionnés et à mettre à l'ordre du jour des acteurs politiques des aspects de la thématique. Le département des Droits de l'Homme a déjà élaboré une documentation à l'usage des collaborateurs, dans laquelle est présenté un grand nombre de ces prix (cf. Département des Droits de l'Homme 2006). Le Diakonisches Werk der EKD (l'Organisation de service social de l'Église évangélique en Allemagne)

est colauréate du « Martin Ennals Award for Human Rights Defenders ». ¹⁶

Contribuer à une culture de la paix

L'éducation pour la paix souhaite contribuer à ce que les gens développent des aptitudes en matière de paix et de conflits et les utilisent pour agir en faveur de la paix. Cela revêt une grande importance tant en Allemagne que dans les pays des partenaires. Avec une série d'instruments de formation élaborés en coopération avec l'Institut de l'éducation pour la paix de Tübingen, ¹⁷ « Brot für die Welt » a apporté une importante contribution à l'éducation pour la paix.

Entre-temps, des liens entre l'éducation pour la paix au Sud et au Nord ont été établis. En effet, même si les méthodes et les contenus de l'éducation pour la paix dépendent des lieux d'apprentissage, il s'agit partout d'apprendre comment gérer les conflits de manière constructive. Dans le même temps, l'éducation pour la paix souhaite contribuer à l'établissement d'une culture de la paix tant dans les différentes sociétés que dans le monde entier (cf. Jäger 1996, Jäger/Gugel 2000). Les questions de la transformation des conflits doivent être encore traitées dans la revue « Global Lernen ». ¹⁸

¹⁶ Cf. : www.martinennalsaward.org

¹⁷ Cf. : www.friedenspaedagogik.de

¹⁸ Cf. : www.brot-fuer-die-welt.de/schule-aktiv/index.php

5 Priorités régionales et priorités thématiques

Les défis sont considérables. Et pour mettre en œuvre les ressources disponibles de façon judicieuse, il est nécessaire de définir des priorités. Cela vaut tant pour des pays et des régions que pour des questions. Définir des priorités, c'est regrouper sciemment des forces dans différentes dimensions d'action, par exemple organiser des réseaux et le travail de plaidoyer.

5.1 Priorités régionales

Les services Projets et Programmes et la « Diakonie Katastrophenhilfe » sont les principaux responsables de la définition de priorités régionales. Des priorités ont été définies pour certains pays (p. ex. Sri Lanka, Colombie) et certaines régions (p. ex. Corne de l'Afrique). Des priorités se sont alors développées quand

- des processus d'échange et de dialogue de partenaires ont été encouragés ;
- au-delà de certains projets dans les régions en conflit, la création et l'engagement de structures œcuméniques et de réseaux ont été soutenus (financièrement et par une coopération active) et/ou
- des coopérations intenses sur des régions en conflit spécifiques entre différents départements de la Diaconie œcuménique ont été mises en place.

La définition de priorités a toujours aussi eu lieu sur l'initiative de partenaires. À partir de nécessités pratiques se sont développées des priorités régionales qui donnent au travail de la Diaconie œcuménique son profil actuel dans des situations conflictuelles. Dans elles s'inscrivent les orientations de base décrites ci-dessus – transformation des conflits, potentiels locaux de paix, justice entre les sexes, orientation sur les Droits de l'Homme, l'aide humanitaire – comme contributions à la paix dans des configurations toujours renouvelées dans le travail sur le terrain. Les priorités régionales actuelles sont décrites en détail dans l'annexe.

5.2 Priorités thématiques

La question « Ressources minières et conflit » s'est révélée être une priorité d'action dans le travail de nombreux partenaires et dans de nombreuses approches de projets, principalement en Afrique. Elle a été reprise et soutenue de diverses manières par le département des Droits de l'Homme.

La transformation des conflits dans ces contextes est une affaire hautement complexe. La transformation de telles situations problématiques ne peut réussir ni avec des projets isolés, ni avec des instruments isolés de la gestion des conflits à eux seuls. Ici doivent converger de nombreux éléments qui, au premier abord, ne concernent qu'indirectement la transformation des conflits, tels que la lutte contre la corruption, l'interdiction du commerce illégal de ressources minières ou le renforcement de la population dans ses structures et son pouvoir de négociation.

Dans leur effet commun, leur potentiel de transformation se révèle dans certaines régions particulièrement touchées par ces problèmes. À partir d'analyses approfondies et d'une perspective globale, des travaux et des activités dans différentes « arènes » sont nécessaires. Cela étant, il y a beaucoup de points de convergence, mais il faut aussi de nouvelles alliances.

Des organisations partenaires ont déjà reconnu les corrélations entre la paix ou les conflits armés et l'industrie extractive, et développé des stratégies d'action sur différents niveaux. Les partenaires sont qualifiés dans de nombreux domaines importants (analyse, recueil de témoignages sur des violations des Droits de l'Homme, développement de stratégie ; instruments internationaux pour responsabiliser les entreprises, etc.), et se sont donnés la possibilité de recourir aux services des accompagnateurs et d'avocats de leur choix. Ils se sont déjà mis en réseau aux niveaux national, régional et international.

De l'autre côté, les entreprises transnationales d'exploitation de ressources minières deviennent plus sensibles aux besoins et aux potentiels des populations locales

concernées. Ils acceptent le dialogue avec des organisations expérimentées d'appui au développement.

À long terme, un objectif intermédiaire doit être que l'industrie de transformation et le commerce en Allemagne assument la coresponsabilité pour les conditions dans lesquelles sont produites des matières premières. Au bout du compte, il faudra parvenir à ce que des normes internationales (directives de l'OCDE, procédures de certification, transparence des transactions financières) soient durcies et imposées aux entreprises et aux banques. Des mesures sont nécessaires pour lutter efficacement contre la corruption et assurer le financement du développement avec les recettes des industries extractives. Dans toutes les phases de l'exploitation des ressources minières doivent être mis en œuvre des instruments appropriés d'information et de participation de la population. En font partie l'organisation de forums de dialogue dans lesquels les personnes concernées peuvent directement négocier avec les acteurs des projets d'exploitation.

La Diaconie œcuménique a ici pour mission de poursuivre sa participation active à l'organisation du travail des réseaux dans les domaines de plaidoyer, de lobbying et de recherche. Elle peut encourager des initiatives spécifiques de recherche et d'échange de la part de partenaires, par lesquelles les contextes sont mis en évidence, et avec lesquels des instruments peuvent être perfectionnés. En ce qui concerne la Diaconie œcuménique, le dialogue sur des aspects spécifiques (développement et prévention de la violence) peut être renoué avec des groupes industriels dans le cadre de réseaux (Fatal Transactions ou Groupe Tchad).

6 Du cadre d'orientation à l'action

Face à la violence et à l'aggravation de conflits, la Diaconie œcuménique confirme son engagement en faveur de la paix et de la justice. Avec tous les moyens dont elle dispose, elle souhaite contribuer à l'élimination de la violence et au règlement constructif des conflits. Elle considère la transformation des conflits comme un processus dans lequel l'enjeu n'est pas de trouver rapidement des solutions, mais comme des processus dans lesquels il s'agit d'atténuer la misère, d'établir de nouvelles relations, de faire éclater la vérité, de rendre possible le pardon, de mettre sur pied des institutions, de permettre le dialogue sur des normes et des valeurs, de créer des compétences et de susciter l'espoir.

Avec ce processus de réflexion et de dialogue, la Diaconie œcuménique a ouvert une voie qui doit aller au-delà de ce que ses départements accomplissent actuellement de manière constructive avec leurs partenaires dans des conflits. C'est un processus ouvert qui est porté par la conscience de la diversité des mandats et des missions. Avec ce processus, la Diaconie œcuménique se doit de relever les défis posés par des situations conflictuelles et de leur faire face avec une approche porteuse de transformation, une action cohérente et la plus grande synergie possible. Elle est consciente qu'elle ne peut apporter qu'une petite contribution, mais peut considérablement augmenter cette contribution si elle sait mettre à profit et développer ses potentiels avec discernement.

Le cadre d'orientation a pour but de motiver à développer des mesures concrètes dans les différents champs d'action. En effet, le cadre d'orientation ne remplace pas l'action. La prochaine étape du processus sera l'élaboration de plans précisant la manière de mettre en oeuvre les différents composants du cadre d'orientation en présence de situations conflictuelles concrètes. La définition de priorités sera ici une tâche centrale, aussi et surtout pour les planifications annuelles et la prochaine planification stratégique. Les priorités régionales et thématiques sont définies dans le dialogue avec les partenaires. Pour qu'un défi spécifique devienne une

priorité, des ressources doivent être utilisées de manière ciblée pour le travail thématique. Le cadre d'orientation doit être traduit dans les quatre langues de travail de la Diaconie œcuménique afin d'intensifier le dialogue avec les partenaires.

Le dialogue avec les partenaires, des expériences dans la pratique ainsi que des changements dans les conditions générales rendront nécessaires des modifications au cadre d'orientation.

Priorités régionales

La description des priorités régionales doit mettre en évidence la diversité de l'engagement. Au-delà des pays et des régions décrits, il y a aussi toute une série d'autres projets et programmes qui sont réalisés dans des contextes de conflits violents, ou qui ont directement pour but de contribuer à vaincre la violence. Le projet international « Vaincre la violence domestique » a par exemple contribué à ce que de nombreux partenaires y travaillent. Cela est exposé dans le texte qui suit à titre d'exemple.

1. Afrique

Les causes des nombreux conflits en Afrique sont complexes et très différentes selon les régions. Il y a cependant des facteurs de conflit qui se retrouvent dans beaucoup de pays et provoquent des conflits ou contribuent à leur aggravation :

- La faiblesse (ou l'absence) d'institutions démocratiques : l'usurpation du pouvoir politique par des petites cliques, et donc l'exclusion de la vie politique de la majorité de la population, provoque des conflits dans de nombreux pays d'Afrique. Dans beaucoup de pays, il y a des confrontations portant sur le droit à l'autodétermination de grands groupes de population et de régions à cause de la marginalisation largement répandue de régions entières et de groupes ethniques. Le manque de possibilités de participer à la vie politique, l'absence d'un État de droit, l'impunité et la corruption favorisent le recours à la violence.

- La forte dépendance des pays de précieuses matières premières (ressources minières, ressources naturelles, etc.) : l'exploitation légale et illégale de matières premières contribue à maints égards à aggraver des conflits existants. C'est précisément dans de tels conflits que les intérêts d'États et d'entreprises d'autres continents sont le plus étroitement imbriqués et compliquent la recherche de voies pour gérer les conflits sans violence. La culture relativement nouvelle, mais en rapide progres-

sion, de plantes pour obtenir des carburants agricoles devrait encore aggraver la pauvreté absolue de nombreuses personnes, et donc le potentiel de conflits.

- La grande pauvreté et le faible niveau d'éducation : le manque croissant de ressources naturelles telle que terre, eau, denrées alimentaires, et les dernières hausses des prix des aliments augmentent la pauvreté, et donc le potentiel de conflits. Le manque de d'éducation et l'absence de perspectives favorisent la propension à la violence et l'intérêt pour le « métier de la guerre », en premier lieu chez les jeunes.

Une escalade supplémentaire de conflits réglés par la violence se dessine dans différentes régions (Corne de l'Afrique, Afrique centrale avec le Tchad et le Soudan, les Grands Lacs avec le Congo, le Zimbabwe au sud de l'Afrique). Pour « Brot für die Welt », il est par conséquent nécessaire de soutenir des activités de transformation des conflits dans ces régions, mais dans le même temps de promouvoir et qualifier le plaidoyer international afin de donner une voix à la société civile dans le Sud.

Dans des pays sortis d'une guerre et dans des situations instables, le travail se concentre sur la prévention de la violence en favorisant la mise en place de structures démocratiques, la réconciliation et le développement (programmes de développement, réintégration d'enfants soldats, travail sur les traumatismes, travail sur les droits de l'homme, entraînement dans la gestion non violente des conflits, programme pour vaincre la violence domestique, initiatives contre les mutilations génitales, exigence et garantie de droits à la terre), par exemple en Sierra Leone, en Ouganda, au Togo, au Niger, en Angola, en Afrique du Sud, au Burundi, au Ruanda et au Zimbabwe.

Les priorités régionales du travail concernent les grandes régions de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs, des parties de l'Afrique centrale (Tchad, Soudan-Darfour, République centrafricaine) et le Kenya. Les conflits y sont imbriqués au niveau régional et ont tous une forte dimension internationale. C'est pourquoi des mesures dans toutes les formes d'action sont encouragées et ap-

pliquées dans toute la région. Au Soudan, le « Sudan Ecumenical Forum » et le « Sudan Focal Point » coopèrent avec les Églises soudanaises et des organisations non gouvernementales pour l'application de l'accord de paix, la défense du droit à l'autodétermination, pour la réconciliation et une paix juste et durable. La confrontation avec des conflits qui résultent de l'exploitation de pétrole, et l'engagement pour une utilisation judicieuse et équitable des ressources pétrolières, constituent la priorité du travail de l'European Coalition on Oil in Sudan (ECOS).

En Éthiopie, la priorité Transformation de conflits s'exprime dans le soutien à des organisations qui contribuent à l'éducation en matière de démocratie ou au travail sur les droits de l'homme.

En Somalie, il est plus difficile de trouver des points de convergence directs. Là, on tente toujours de contribuer à la recherche de solutions pacifiques en favorisant surtout un dialogue inter religieux thématique entre des personnalités chrétiennes et musulmanes de premier plan.

Au Kenya, il s'agit en premier lieu de mieux comprendre l'aggravation de la situation survenue en 2008. Il s'agit également de mettre en lumière le rôle de l'Église dans le conflit. Le but est de permettre la réconciliation, le travail sur les traumatismes et l'analyse de causes socio-économiques fondamentales par des mesures appropriées. Là, les partenaires de coopération sont principalement le Conseil national des Églises du Kenya (NCKK), l'Association des conseils chrétiens et des Églises de la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique (FEC-CLAHA) et la Nairobi Peace Initiative (NPI).

Dans la crise au Tchad de début février 2008, les relations internationales établies depuis longtemps ont fait leurs preuves. Des défenseurs des Droits de l'Homme, des militants et des militantes pour la paix ont pu être protégés, et le travail de plaidoyer a été rapidement mobilisé dans l'UE, aux États-Unis et en Suisse.

Le travail sur le Darfour/Soudan, le Tchad et la République centrafricaine se maille continuellement. Le soutien

à des initiatives œcuméniques y joue un grand rôle. De plus, le travail du réseau « Groupe Tchad » revêt toujours une grande importance.

Pour toute la région et sous l'égide de la Conférence des Églises de toute l'Afrique, un programme œcuménique et de plaidoyer travaille dans la Corne de l'Afrique, au Kenya et dans la région des Grands Lacs. Les principales priorités de ce programme sont la présence œcuménique, des missions de paix, le travail inter religieux pour la paix et la réconciliation, le développement de compétences pour des personnalités religieuses de premier plan, la mise en place de bases pour le plaidoyer et le dialogue entre les religions et la classe politique.

En Afrique du Sud, la « Treatment Action Campaign » est quant à elle un exemple qui montre à quel point une gestion offensif mais constructif de conflits peut amener des améliorations durables. La campagne a aggravé le conflit entre des séropositifs et le gouvernement. Suite à des procédures judiciaires, des manifestations et une campagne de désobéissance civile, le gouvernement a été contraint de changer de politique, et l'Afrique du Sud a maintenant développé et adopté avec la société civile une stratégie nationale bien élaborée de prévention et de traitement du SIDA.

Pour la « Diakonie Katastrophenhilfe », la priorité régionale de sa stratégie d'aide actuelle est axée sur l'Afrique. Les principaux pays bénéficiaires en Afrique sont actuellement la Somalie, le Soudan (Darfour et Soudan du Sud) et la République démocratique du Congo.

Les contenus des priorités sont l'aide d'urgence à la survie pour des victimes de conflits violents, par exemple des réfugiés internes, ainsi que la réhabilitation, par exemple de l'autosuffisance agricole ou de prestations de services de base dans les domaines de la santé et de la formation.

Avec ACT International et Caritas, la « Diakonie Katastrophenhilfe » travaille dans un programme pour réfugiés (Darfur Emergency Response Operation DERO), dans lequel le travail sur les traumatismes, les formations des formateurs pour la consolidation de la paix et

le travail de plaidoyer pour la protection de la population civile, ainsi que le soutien à des initiatives de paix, jouent un rôle majeur.

2. Asie

La situation dans différents pays de la région Asie/Pacifique est considérablement marquée par des conflits internationaux et nationaux. Les situations conflictuelles sont en particulier caractérisées par des luttes de minorités ethniques pour l'autonomie politique ou l'indépendance et par les réactions des gouvernements et potentats respectifs. Dans la plupart des cas, de graves violations de droits de l'homme ainsi que des expulsions sont commises. Les services sociaux élémentaires ne sont plus disponibles.

Dans de nombreux pays de la région, les conflits se manifestent en liaison avec l'appartenance religieuse. À quel point la transformation des conflits doit être adaptée à chaque cas et dépend de la situation conflictuelle et des partenaires se reflète dans les différents pays sur lesquels porte la priorité. Dans certains pays, principalement en Asie du Sud, il y a des partenaires établis et des structures de réseau développées ; dans d'autres, comme au Proche-Orient, la mise en place d'un réseau de partenaires ne fait que commencer, et il s'agit de définir une orientation. Au Proche-Orient, mais aussi au Sri Lanka, la dynamique des conflits contraint à appliquer les priorités des programmes avec flexibilité. Un aperçu présente d'importants partenaires, réseaux et contenus de priorités dans les pays les plus fortement concernés par des situations conflictuelles.

Proche-Orient : la coopération commencée en 2006 avec un partenaire juif israélien (New Profile) dans le domaine de la conscientisation et de la sensibilisation au sein de la société israélienne est poursuivie après une phase pilote couronnée de succès en 2008 ; une autre coopération est prévue dans ce domaine. Un projet commun de « Brot für die Welt » et de la « Diakonie Katastrophenhilfe » pour soutenir leurs organisations partenaires des territoires palestiniens dans la transformation des conflits en collaboration avec le Bureau de

transfert de fonctions a été développé en 2007 et mis en œuvre dans une première phase. Les partenaires participants ont été sensibilisés à différents niveaux et soutenus dans la manière de gérer des conflits. L'objectif est d'étendre leurs capacités de gestion des conflits. Dans le même temps, un recensement des besoins sur le thème « conflit » a été effectué parmi les partenaires (avec priorité aux territoires palestiniens et Israël). L'ouverture du dialogue sur les thèmes « genre et conflits » est prévue.

Sri Lanka : l'escalade du conflit au cours des dernières années a conduit à une redéfinition des priorités au bénéfice de la priorité programmatique « Vaincre la violence – Promouvoir la démocratie ». Tous les projets prévus contiennent en partie ou exclusivement ce point. Ces projets doivent en particulier contribuer à renforcer des structures de la société civile qui s'engagent contre la discrimination, pour un État démocratique et pour le maintien des droits du citoyen et de l'homme. En relation avec cela, la situation de plus en plus difficile des réfugiés doit être prise en compte. Un élément important du travail sur les droits de l'homme et pour la paix est le travail international de plaidoyer, pour lequel une bonne base a été constituée par la coopération avec des ONG allemandes et européennes.

Au Sri Lanka, la priorité de la « Diakonie Katastrophenhilfe » est accordée au soutien aux réfugiés internes de nouveau déplacés (Batticaloa, Mannar) et à ceux qui reviennent (Batticaloa).

Au Bangladesh, la coopération avec le Bangladesh-Forum est poursuivie avec pour objectif le renforcement de la société civile et le travail commun de plaidoyer. Le complexe thématique Violence à l'égard des femmes – Violence domestique – Droits de la femme est un élément d'un long dialogue thématique ayant pour but d'intégrer dans les mesures de développement des mesures pour vaincre la violence à l'égard des femmes et ses conséquences (p. ex. en liaison avec la féminisation du VIH/SIDA).

En Indochine, l'élimination de la violence domestique est au premier plan dans de nombreux programmes. Le lien entre la violence domestique, l'inégalité entre les

sexes, la menace du VIH/SIDA et le trafic de femmes comme violation des Droits de l'Homme devient de plus en plus évident, et est abordé dans les projets.

En Inde, l'élimination de la discrimination des Dalits (Intouchables) et de la violence à l'égard des femmes ainsi que la discussion avec des partenaires sur la violence pour des raisons religieuses ou ethniques restent au centre de la coopération. Dans le cadre des activités du réseau Dalit international, la campagne contre les atrocités à l'égard des Dalits (surtout contre les femmes Dalit) est poursuivie.

Cela étant, la promotion de projets et le travail de plaidoyer aux niveaux national et international vont de pair. À cet effet, divers instruments des institutions pour les Droits de l'Homme des Nations unies sont mis en œuvre (Universal Periodic Review, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale CERD, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes CEDEF, Comité pour les droits de l'enfant et Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels).

Le travail pour l'établissement des Droits de l'Homme des Dalits et contre leur discrimination et leur marginalisation sociales est un exemple de conflit asymétrique, dans lequel un groupe social est marginalisé d'une telle manière qu'il lui était jusqu'ici impossible de dénoncer l'oppression, l'exploitation et la marginalisation. Grâce au travail renforcement et de plaidoyer les injustices ont été rendues publiques. Ainsi dans un premier temps, le conflit jusqu'alors plutôt latent connut une certaine aggravation. Mais c'est seulement avec cela que les bases pour sa transformation ont été posées. L'inégalité sociale, l'injustice, l'oubli et la marginalisation sociale furent exprimés ; des droits à la participation à la société et au partage du pouvoir furent mis en évidence, et devin-

rent ainsi négociables. Dans ce processus de l'aggravation consciente, le défi particulier de la transformation des conflits consiste à toujours veiller à ce que toutes les étapes restent non violentes, et à trouver des voies constructives de la transformation.

Les expositions « Peace Counts – Apprendre comment faire la paix » et « Rosenstrasse 76 – Vaincre la violence domestique » sont adaptées aux conditions indiennes par des partenaires et utilisées pour le travail de l'éducation pour la paix.

Philippines : « Brot für die Welt » a adhéré à l'« Aktionsbündnis Menschenrechte Philippinen » (Ligue d'action Droits de l'Homme Philippines), qui est soutenue par plusieurs organisations d'aide humanitaire allemandes et s'engage pour le travail de plaidoyer et de lobbying contre les assassinats politiques. Une table ronde avec des partenaires de Mindanao sur le thème de la transformation des conflits a contribué à mieux connecter les partenaires entre eux et à ce qu'ils échangent les orientations principales de leur travail. En collaboration avec le réseau Peace Counts et l'Institut de l'éducation pour la paix, le dialogue, la qualification, l'éducation à la paix et le travail de relations publiques ont été intensifiés.

Avec la Kadtuntaya Foundation (KFI), « Brot für die Welt » a un partenaire qui, en tant qu'organisation d'appui au développement, a relevé les défis des conflits et de la violence, et développé une haute compétence en matière de transformation des conflits. La KFI soutient la population dans les conventions sur les zones de paix avec les parties en guerre.¹⁹

En 2007 dans le conflit ravivé à Mindanao, une aide humanitaire a été apportée à des civils pris entre les fronts par des partenaires de la « Diakonie Katastrophenhilfe ».

¹⁹ Avec d'autres, la KFI a réussi ce qui semblait incroyable : Guiamel Alim a relaté au cours de la Journée internationale de la Paix le 21.09.2007 à Bonn : « Les gens en avaient assez de la guerre et cherchaient des issues. » Une idée était de cesser les combats au moins sur une zone de quelques communes. « Conforter les gens y contribue pour beaucoup, et nous les soutenons sur ce point : ils devaient comprendre leur situation. Ils devaient se faire des idées sur ce que serait l'avenir. Ils devaient trouver le courage de se présenter devant leurs ennemis. Enfin, ils sont allés voir les militaires et ont dit : nous voulons déclarer notre village zone de paix. » Ils ont négocié avec les militaires et les rebelles, qui tout d'abord ne le voulaient pas, puis se laissèrent convaincre en fin de compte.

3. Amérique latine

En Amérique latine, de nombreux conflits violents sont imputables à l'extrême inégalité dans la répartition des ressources (répartition de la terre et ressources minières) et des revenus et/ou aux formes de gouvernement non démocratiques. Les conséquences de conditions dictatoriales en Amérique centrale (en premier lieu au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua), mais aussi dans le Sud (notamment au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, au Brésil) sont encore perceptibles de nos jours.

L'analyse critique des violations de Droits de l'Homme du passé est restée nettement insuffisante ou même inachevée, et aujourd'hui encore, des crimes ne sont pas suffisamment sanctionnés par la justice dans de nombreux pays. Actuellement, le potentiel de conflit grandit en raison de la misère croissante de grandes parties de la population due à la hausse des prix des denrées alimentaires. Elle est la conséquence directe de l'exploitation accrue de terres cultivables pour la production destinée à l'exportation d'aliments pour animaux ou de carburants agricoles. Dans les pays mentionnés ci-après et sur lesquels porte la priorité, « Brot für die Welt » s'engage dans la promotion de projets ainsi que dans le domaine de la mise en réseau sur place, et accomplit un travail de plaidoyer aux niveaux allemand et européen en liaison avec d'autres.

Au Brésil, la question de la violence à l'égard des jeunes et par des jeunes est latente depuis des années, mais dans un passé récent, elle est devenue brûlante surtout dans les villes. C'est pourquoi « Brot für die Welt » s'engage de plus en plus pour montrer des issues à la violence à des jeunes de milieux pauvres, et par ailleurs pour soutenir des organismes gouvernementaux dans la mise en application du statut des enfants et des jeunes qui existe depuis 18 ans, ou pour dénoncer son non-respect, ainsi que pour sensibiliser aux causes sociales et économiques de la violence.

Le Mexique et le Guatemala sont des pays dans lesquels l'engagement pour la transformation des conflits a une grande priorité. Dans ces pays, les droits des indigènes

sont maintes fois bafoués, et les protestations sont réprimées par la violence. Au Mexique, un nombre croissant de violations de Droits de l'Homme au cours d'expulsions ont lieu dans le cadre de la planification grands projets. Des mouvements qui réclament la justice sociale et le respect des droits de l'homme sont criminalisés et opprimés. La violence raciste et la violence à l'égard des femmes sont largement répandues. Des assassinats de femmes sont fréquemment enregistrés dans tous les pays de l'Amérique centrale. Il y règne un fort taux de violence domestique, de violence à l'égard de jeunes et par des jeunes, jusqu'à la formation de bandes.

Dans les deux pays, il y a des amorces de transformation des conflits et de travail de réconciliation. L'Église catholique, quelques Églises évangéliques (p. ex. ILUGUA) ainsi que quelques organisations de défense des Droits de l'Homme (SERAPAZ Mexico, Fundación Myrna Mack Guatemala) développent des alternatives et s'engagent pour l'analyse critique du passé, le plaidoyer dans des situations conflictuelles concrètes, le renforcement de groupes de population marginalisés et de victimes de violences, ainsi que pour la mise en place et le renforcement d'institutions qui permettent une gestion non violente de conflits (législation, ouverture de centres de médiation, comités des droits de l'homme, lieu d'accueil pour femmes indigènes, organisations de collaboration au niveau local).

Depuis plus de 40 ans, la Colombie est le théâtre de l'un des conflits politiques les plus sanglants de la planète. Des groupes paramilitaires, l'armée et des groupes de guérilleros s'affrontent pour contrôler le territoire et le pouvoir politique. Le conflit est en grande partie financé grâce au trafic de stupéfiants par presque tous les protagonistes. Il convient de souligner la situation précaire et difficile du plus grand groupe de victimes, des plus de 3,5 millions de réfugiés de l'intérieur.

La violation systématique des Droits de l'Homme et le fort taux d'impunité (près de 97%) sont confirmés par les rapports de l'ONU sur les droits de l'homme. Des acteurs militaires et paramilitaires commettent des crimes contre la population civile. La terreur et le contrôle sont en particulier exercés sur la population rurale et donc

sur leurs terres fertiles, avec pour objectif de réaliser des projets gigantesques dans l'agriculture industrielle (élevage, culture de palmiers à huile, de cacao et de bananes) et l'industrie minière. Les organisations de guérilla violent continuellement le droit humanitaire, notamment par des recrutements forcés, des enlèvements de personnes civiles et des attentats contre des installations civiles (lignes électriques, oléoducs, etc.).

Un programme spécial s'est développé à partir du traitement du conflit complexe en Colombie. Avec le « Programme spécial Colombie » de « Brot für die Welt », la situation et les préoccupations des partenaires sont systématiquement rendues publiques, et une contribution est apportée à la protection des organisations partenaires. Dans le programme spécial, des synergies sont systématiquement créées entre les services et les départements de la Diaconie œcuménique, en particulier entre la promotion de projets, le plaidoyer et le travail de relations publiques.

En Colombie, « Brot für die Welt » soutient de nombreuses organisations de défense des Droits de l'Homme, avec pour objectif d'améliorer la situation des Droits de l'Homme. Des collectifs d'avocats s'engagent en particulier pour des groupes défavorisés, tels que les afro-colombiennes, les afrocolombiens et les indigènes. Les droits à un territoire, à l'alimentation et à la culture sont défendus juridiquement et la lutte est menée contre l'impunité aux niveaux national et international.

Dans certaines régions sont soutenues des communes qui tentent, par des moyens non violents, d'établir des zones de paix et ainsi de défendre leurs terres et leurs droits. De même sont encouragées des initiatives de jeunes qui, par un travail de relations publiques et de lobbying politique, font des droits des jeunes un thème de discussion. En Colombie, la mise en réseau des partenaires de « Brot für die Welt » dans les régions et au niveau national revêt une grande importance dans la promotion.

La reconstruction et le renforcement de la cohésion sociale et l'articulation commune jouent un rôle important. La coordination colombienne en matière des droits

de l'Homme coopère étroitement avec les réseaux européens et allemands. « Brot für die Welt » participe aux activités de lobbying aux niveaux allemand et européen.

En Amérique latine, la « Diakonie Katastrophenhilfe » encourage en premier lieu des projets en Colombie et à Haïti. En Colombie (qui compte le plus grand nombre de réfugiés internes au monde après le Soudan), la « Diakonie Katastrophenhilfe » s'emploie par son aide humanitaire à renforcer des mécanismes de protection qui permettent la survie des groupes de population les plus menacés. Dans le même temps, elle accompagne des processus de dépassement des traumatismes, et s'engage pour le respect du droit humanitaire des peuples dans le dialogue avec des organisations de l'ONU. À Haïti, la « Diakonie Katastrophenhilfe » travaille à l'amélioration de la situation de l'alimentation des couches les plus pauvres de la population.

Documents de base et rapports de l'Eglise

- Evangelische Kirche in Deutschland (1973): Der Entwicklungsdienst der Kirche, ein Beitrag für Frieden und Gerechtigkeit in der Welt. Eine Denkschrift der Kammer der Evang. Kirche in Deutschland für Kirchlichen Entwicklungsdienst, Gütersloh
- Evangelische Kirche in Deutschland (2002): Richte unsere Füße auf den Weg des Friedens. Gewaltsame Konflikte und zivile Interventionen am Beispielen aus Afrika. Herausforderungen für kirchliches Handeln. Eine Studie der Kammer der EKD für Entwicklung und Umwelt. Hannover
- Evangelische Kirche in Deutschland (2007): Aus Gottes Frieden leben – für gerechten Frieden sorgen. Eine Denkschrift des Rates der Evangelischen Kirche in Deutschland, Gütersloh
- Gemeinsame Konferenz Kirche und Entwicklung GKKE (Hrsg.) (1995): Konfliktschlichtung und Friedenskonsolidierung: Dokumentation der Internationalen Fachtagung über Konfliktschlichtung und Friedenskonsolidierung (31.3. - 4.4.1995, Bonn). Erfahrungen aus Mesoamerika, Horn von Afrika und Mosambik. Gemeinsame Konferenz Kirche und Entwicklung. Bonn
- Mavunduse, Diana/Simon Oxley (2002): Why Violence? Why Not Peace? A study guide to help individuals and groups in the churches to reflect and act in the Decade to Overcome Violence. Geneva: WCC Publication

Documentations et documents internes de la Diaconie œcuménique

- Brot für die Welt (Hrsg.) (1998): Sektorpapier « Friedensförderung/Versöhnung, Konfliktschlichtung, Civic Education ». Stuttgart
- Lottje, Werner (1994): Handlungsmöglichkeiten humanitärer Organisationen in bewaffneten Konflikten. Stuttgart
- Projektgruppe Zivile Konfliktbearbeitung für « Brot für die Welt » und Diakonie Katastrophenhilfe (2006): Handreichung zur Konfliktanalyse. Erstellt von Barbara Müller und Martin Petry. Stuttgart
- Projektgruppe Zivile Konfliktbearbeitung für die Ökumenische Diakonie (2007): Handreichung: Umgang mit dem Thema « Trauma » in der Ökumenischen Diakonie. Erstellt von Monika Wucherpennig und Ellen Gutzler. Stuttgart
- Projektgruppe Zivile Konfliktbearbeitung für die Ökumenische Diakonie (2008): Training Institutes for Conflict Transformation and Peacebuilding. Compiled for internal use. Erstellt von Martin Petry and Cathrine Schweikardt. Stuttgart
- Team Grundsatz und Entwicklung für « Brot für die Welt » und Diakonie Katastrophenhilfe (2006): Konflikt und Gender. Eine Handreichung. Erstellt von Barbara Müller. Stuttgart
- Team Menschenrechte für die Ökumenische Diakonie (2006): Begriffe der Zivilen Konfliktbearbeitung. Glossar für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Ökumenischen Diakonie. Erstellt von Sophia Wirsching und Martin Petry. Stuttgart
- Team Menschenrechte für die Ökumenische Diakonie (2007): Menschenrechts- und Friedenspreise als Instrumentarium für die Menschenrechts- und Friedensarbeit. Erstellt von Nicole Däuerling und Martin Petry. Stuttgart

Positionnements de la Diaconie œcuménique

- Brot für die Welt, EED (2007): Genderstrategiepapier. Stuttgart/Bonn
- Brot für die Welt, EED, Misereor (2003): Entwicklungspolitik im Windschatten militärischer Interventionen?

Bibliographie

- Gemeinsames Positionspapier der kirchlichen Hilfswerke. Stuttgart (u.a.)
- Deutscher Caritasverband, Diakonisches Werk der EKD (2004): Gemeinsame Erklärung Caritas international und Diakonie Katastrophenhilfe, Stuttgart/Freiburg
- Diakonie Katastrophenhilfe (2003a): Grundlagen der Arbeitsweise. Stuttgart
- Diakonie Katastrophenhilfe (2003b): Mission Statement. Stuttgart
- Diakonisches Werk der EKD e.V. für die Aktion « Brot für die Welt » (2000): Den Armen Gerechtigkeit 2000 – Herausforderungen und Handlungsfelder. Stuttgart
- International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies and the International Committee of the Red Cross: Code of Conduct for NGOs in Disaster Relief. The International Committee of the Red Cross. Online: www.gdrc.org/ngo/codesofconduct/ifrc-codeconduct.html (Stand: 30.10.2008)

Publications, brochures thématiques

- Arbeitsgemeinschaft Kirchlicher Entwicklungsdienst (Hrsg.) (1999): Frieden muss von innen wachsen. Zivile Konfliktbearbeitung in der Entwicklungszusammenarbeit. Werkstattbericht der kirchlichen Hilfswerke Brot für die Welt, Dienste in Übersee, Evangelisches Missionswerk, Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe, Kirchlicher Entwicklungsdienst und Misereor. Bonn/Stuttgart
- Brot für die Welt in Zusammenarbeit mit dem Arbeitskreis Pädagogik und dem Institut für Friedenspädagogik Tübingen e. V. (Hrsg.): GLOBAL LERNEN, Service für Lehrerinnen und Lehrer. Verschiedene Themen: Humanitäre Interventionen, 3-07; Versöhnung, 2-06; Gewaltprävention, 3-05; Fair Play For Fair Life, 2-05; Erdöl und Menschenrechte, 1-02; Terrorismus und gerechte Weltordnung, 2-01; Kleinwaffen, 3-00; Konstruktive Konfliktbearbeitung 3-99; ÖRK - Überwindung von Gewalt 3-98
- Brot für die Welt (2000): Principles for the conduct of company operations within the oil and gas industry with particular emphasis on ecologically and socially sensitive areas. A Discussion Paper. Stuttgart 2000. Online: www.brot-fuer-die-welt.de/downloads/Principles_for_the_conduct.pdf (Stand: 30.10.2008)
- Diakonisches Werk der EKD (Hrsg.) (2007): Häusliche Gewalt überwinden: Eine globale Herausforderung – Erfahrungen und Empfehlungen aus dem internationalen Projekt. Stuttgart
- Global Policy Forum Europe (2007): Mehr Transparenz für mehr Entwicklung. Rohstoffkonzerne und Regierungen in der Pflicht. Herausgegeben vom Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche in Deutschland e.V. für die Aktion « Brot für die Welt » und Misereor Aachen/Bonn/Stuttgart, Online: www.brot-fuer-die-welt.de/downloads/Broschuere_Transparenz.pdf (Stand: 30.10.2008)
- Jäger, Uli (1996): Soft power. Wege ziviler Konfliktbearbeitung. Ein Lern- und Arbeitsbuch für die Bildungsarbeit und den Unterricht. Hrsg. von Brot für die Welt, Verein für Friedenspädagogik Tübingen e.V., Stuttgart und Tübingen
- Jäger, Uli/Günther Gugel (2000): Streitkultur, Konflikteskalation und Konflikttransformation. Eine Bilderbox und Plakatserie. Brot für die Welt und Verein für Friedenspädagogik, Tübingen
- Kirchlicher Herausgeberkreis Jahrbuch Gerechtigkeit (2006): Reichtum – Macht – Gewalt: Sicherheit in Zeiten der Globalisierung. (Jahrbuch Gerechtigkeit 2). Oberursel: Publik-Forum-Verlag
- Ökumenisches Netz Zentralafrika und Forum Menschenrechte (Hrsg.) (2007): Von der Gewalt- zur Friedensökonomie. Deutsche Unternehmen in der Demokratischen Republik Kongo
- Robinson, Clive (2005): Wessen Sicherheit? Zusammenführung und Eigenständigkeit der Sicherheits- und der Entwicklungspolitik der Europäischen Union. Eine Untersuchung im Auftrag der Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe (APRODEV). Stuttgart: Brot für die Welt; Bonn: EED

- Verein zur Förderung der entwicklungspolitischen Publizistik e.V. (2007a): Bodenschätze-Wirtschaftsfaktor oder Konfliktpotenzial. Dritte Welt Informationen. In Kooperation mit Brot für die Welt. Frankfurt/Main
- Verein zur Förderung der entwicklungspolitischen Publizistik e.V. (2007b): Extractive industries and civil society – Africa is not for sale. Eins Entwicklungspolitik. In Kooperation mit Brot für die Welt. Frankfurt/Main

Littérature spécialisée

- Anderson, Mary/Lara Olson (2003): Confronting War: Critical Lessons for Peace Practitioners. Reflecting on Peace Practice Project, CDA Collaborative for Development Action, Cambridge
- Fischer, S./I. Dekha, I. et al. (2000): Working with Conflict – Skills and Strategies for Action. London
- Lederach, John Paul (1997): Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies, Herndon, VA: USIP Press
- Plattform Zivile Konfliktbearbeitung (2007): Handreichung Transitional Justice
- Weingardt, Markus A. (2007): Religion Macht Frieden: Das Friedenspotential von Religionen in politischen Gewaltkonflikten. Stuttgart: Kohlhammer



Diakonisches Werk der
Evangelischen Kirche
in Deutschland e.V.
für die Aktion « Brot für die Welt »
Postfach 10 11 42
70010 Stuttgart
Staffenbergstraße 76
70184 Stuttgart

Telefon: 0711/2159-568
E-Mail: info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de